

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION DU BUDGET
D'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2017**

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	1
II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES AIDES BUDGETAIRES	2
1. Mobilisation des ressources par service	3
DIRECTION GENERALE DES DOUANES	4-6
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS.....	7-9
DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE	10-12
DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES ET DU CADASTRE	13-15
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	16-17
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT	18
2. Mobilisation des appuis budgétaires19-20
III. EXÉCUTION DU BUDGET EN DÉPENSES	21-76
1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget	21-22
2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses	23-25
3. Situation d'exécution du budget par compte économique	26-43
4. Analyse de l'exécution du budget par fonction	44-45
5. Détail de l'exécution du budget par section	46-75
IV. CONCLUSION.....	76

I. INTRODUCTION

L'exécution du budget d'État au 3^{ème} trimestre est caractérisée par un contexte d'instabilité avec une évolution différenciée de l'activité économique selon les régions du monde. Le taux de croissance mondiale devrait passer de 3,1% en 2016 à 3,6%¹ en 2017. « L'augmentation de l'activité mondiale qui a débuté en 2016 s'est accélérée au premier semestre de 2017, du fait d'un affermissement de la croissance de la demande intérieure dans les pays avancés et en Chine, ainsi que d'une amélioration des résultats dans d'autres grands pays émergents » (FMI, octobre 2017). « Les indices mondiaux [...] et d'autres indicateurs à haute fréquence pour juillet et août donnent à penser que la croissance mondiale a maintenu son élan au troisième trimestre de 2017 » (FMI, octobre 2017).

« L'inflation globale a fléchi depuis le printemps : les effets du rebond des prix du pétrole en 2016 se sont estompés et le recul des prix du pétrole (entre mars et juillet) a commencé à exercer une pression à la baisse [...]. Les anticipations inflationnistes pour l'année ont donc diminué, surtout dans les pays émergents et les pays en développement » (FMI, octobre 2017).

Dans la zone UEMOA, « la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est ressortie à 6,5%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2017 après 6,6% le trimestre précédent. [...] Pour l'ensemble de l'année 2017, le PIB de l'Union progresserait de 6,9%, après 6,7% en 2016, soutenu principalement par les secteurs tertiaire et secondaire » (UEMOA, Septembre 2017). Quant à l'inflation, il « [...] est ressorti, en glissement annuel, à 1,4% à fin septembre 2017 contre 1,5% enregistré le mois précédent. [...] Cette évolution reflète l'amélioration de l'offre des tubercules et de produits de la pêche dans les pays côtiers, notamment en Côte d'Ivoire et au Togo » (UEMOA, Septembre 2017).

Au plan national, les perspectives macroéconomiques sont favorables malgré le contexte de fragilité². La croissance réelle du PIB devrait rester solide à 5,3% en 2017 contre 5,8% en 2016, sous l'impulsion des secteurs agricole et tertiaire ainsi que les investissements publics. Concernant le taux d'inflation en fin de période, il « [...] est estimé à 1,0% contre -0,8% en 2016 » (DGB, 2017)³.

Les ressources de la loi de finances au 30 septembre 2017 sans le financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI) ont été réalisées à hauteur de **1 241,725 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle brute révisée de **1 825,713 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **67,93%** contre **67,51%** à la même période en 2016.

Quant aux dépenses sans le financement extérieur du BSI, elles ont été exécutées à hauteur de **1 267,946 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **2 038,547 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **68,01%** contre **61,87%** à la même période en 2016.

¹ Source : FMI. (Octobre 2017). Perspectives de l'économie mondiale : viser une croissance durable – reprise à court terme et enjeux à long terme. Consulté le 11 13, 2017

² Le Mali est classé parmi les pays en situation de fragilité par les perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne publiées par le Fonds Monétaire International en avril 2017.

³ Note de présentation _ Projet de loi rectificative 2017

II. MOBILISATION DES RESSOURCES PAR SERVICE ET DES APPUIS BUDGETAIRES

La situation de recouvrement des recettes, hors financement extérieur du BSI et ressources des Budgets annexes, Comptes et Fonds spéciaux, se présente au 30 septembre 2017 comme suit :

Tableau n°1 : Situation de recouvrement des recettes hors financement extérieur du BSI et ressources des Budgets annexes, Comptes et Fonds spéciaux.

(En milliards de FCFA)

STRUCTURES	Objectif annuel initial (1)	Objectif annuel révisé (2)	Réalisations au 30/09/2017 (3)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (4) = (2) - (3)	Taux de réalisation/objectif annuel (5) = (3) / (2)*100
DGD	585,000	585,000	426,170	158,830	72,85%
DGI	790,940	790,940	575,934	215,006	72,82%
DNTCP	30,000	30,000	23,325	6,675	77,75%
DNDC	127,800	177,800	105,365	72,435	59,26%
DGABE	7,847	7,847	-	7,847	0,00%
DGDP	3,460	9,223	8,052	1,171	87,30%
Total Recettes Budgétaires	1 545,047	1 600,810	1 138,846	461,964	71,14%
ABS	17,718	21,408	13,347	8,061	62,35%
ABG (DONS)	63,000	84,800	-	84,800	0,00%
ABG (PRETS)	66,600	100,850	75,023	25,827	74,39%
Total Appuis Budgétaires	147,318	207,058	88,370	118,688	42,68%
RESSOURCES PPTE	17,845	17,845	14,509	3,336	81,31%
Total Recettes exceptionnelles	17,845	17,845	14,509	3,336	81,31%
TOTAL GENERAL	1 710,210	1 825,713	1 241,725	583,988	68,01%

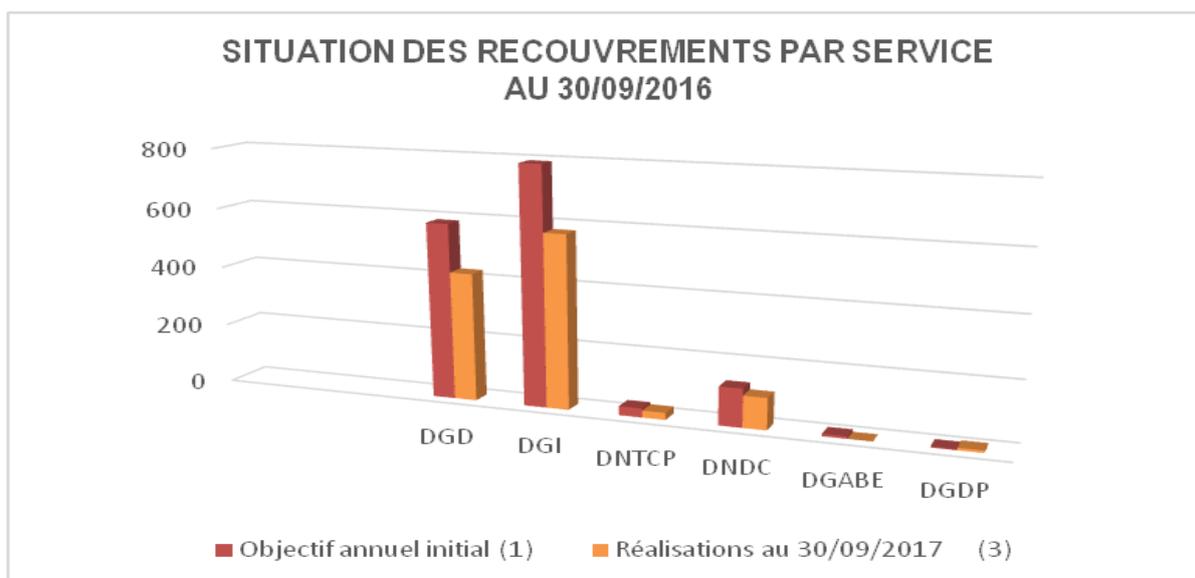
NB : *Les recettes de la DGD et de la DGI intègrent les crédits TVA.

*Les recettes de la DGABE sont enregistrées au compte de la DNDC

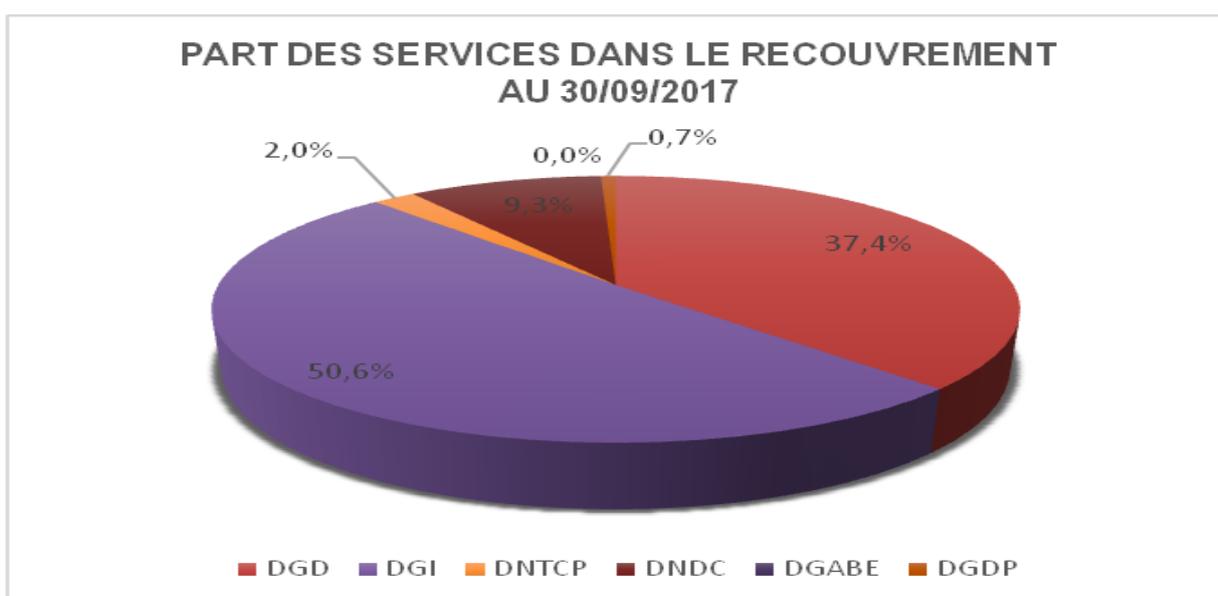
1. Mobilisation des ressources par service :

Prévues à hauteur de **1 545,047 milliards de FCFA**, les réalisations des services d'assiette et de recouvrement au 30 septembre 2017 se chiffrent à **1 138,846 milliards de FCFA** soit un taux d'encaissement de **71,14%** contre **72,49%** à la même période en 2016. Ces recouvrements représentent 91,82% du total des recettes recouvrées. Le montant non réalisé par rapport à l'objectif annuel est de **585,432 milliards de FCFA**.

Graphique n°1 : Situation des recouvrements par service au 30/09/2017



Graphique n°2 : part des services dans le total des recouvrements au 30/09/2017



Direction Générale des Douanes

A. Rappel des objectifs quantifiés

Au 3^{ème} trimestre 2017, la conjoncture reste marquée au plan international par une remontée du cours du pétrole suite à une demande plus pressente sur une offre qui n'augmente pas.

Au plan national, c'est surtout la baisse affichée par la consommation des produits pétroliers en cette période hivernale avec ses conséquences sur les recettes pétrolières qui est l'élément conjoncturel le plus déterminant.

Ces deux facteurs combinés ont occasionné la contraction des recettes douanières sur l'importation des produits pétroliers, malgré la performance des recettes sur les marchandises solides. Pour combler ce déficit, la Direction Générale des Douanes a pris des mesures pour booster ses recettes sur les marchandises solides.

Ainsi, pour des prévisions de recouvrement de **432 600 millions de FCFA**, dont **281 026 millions de FCFA** sur les produits non pétroliers et **151 574 millions de FCFA** sur les produits pétroliers, la Douane a réalisé **426 170 millions de FCFA**, dont **290 122 millions de FCFA** sur les produits non pétroliers et **136 048 millions de FCFA** sur les produits pétroliers. Il se dégage de ces chiffres des taux de réalisation des prévisions de **98,51%** pour le global, **103,24%** pour les marchandises solides et **89,76%** pour les produits pétroliers.

Rappelons que les recettes de septembre sont les émissions du mois en attendant la mise à disposition des réalisations.

B. Réalisations des recettes douanières au 30 septembre 2017

Tableau n°2 : Etat de réalisation des recettes douanières au titre du 3^{ème} trimestre 2017

PREVISIONS ET REALISATIONS DE RECETTES A LA DATE DU 30 SEPTEMBRE 2017 ET PERSPECTIVES DE RECETTES AU 31 DECEMBRE 2017														
(En millions F CFA)														
Bureaux	MOIS	REALISER									A REALISER			
		Janv.	Fév.	Mars	Av	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre*	CUMUL	TOTAL	Moy/mois	PREV- 2017
PP	Réalisations	16 086	11 566	16 925	13 516	14 385	17 046	16 286	15 006	15 232	136 048	68 952	22 984	205 000
	Prévisions	16 086	16 002	16 925	13 516	17 809	17 809	17 809	17 809	17 810	151 574			205 000
	Ecarts	0	-4 436	0	0	-3 424	-763	-1 523	-2 803	-2 578	-15 526			
	couverture	100,00%	72,28%	100,00%	100,00%	80,78%	95,71%	91,45%	84,26%	85,53%	89,76%			
PNP	Réalisations	30 226	30 328	33 832	27 930	32 293	33 135	32 492	34 118	35 768	290 122	89 878	29 959	380 000
	Prévisions	30 226	30 328	33 832	27 930	28 113	29 424	33 724	33 724	33 724	281 026			380 000
	Ecarts	0	0	0	0	4 180	3 711	-1 232	394	2 043	9 095			
	couverture	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	114,87%	112,61%	96,35%	101,17%	106,06%	103,24%			
TOTAL	Réalisations	46 313	41 894	50 756	41 445	46 678	50 181	48 778	49 125	51 000	426 170	158 830	52 943	585 000
	Prévisions	46 313	46 330	50 757	41 445	45 922	47 233	51 533	51 533	51 533	432 600			585 000
	Ecarts	0	-4 436	0	0	756	2 948	-2 755	-2 409	-533	-6 429			
	couverture	100,0%	90,4%	100,0%	100,00%	101,65%	106,24%	94,65%	95,33%	98,97%	98,51%			

PP=produits pétroliers ; PNP=produits non pétroliers. * Les chiffres de septembre sont provisoires

A la date du 30 septembre 2017, les recettes réalisées au cordon douanier se sont chiffrées à 426 170 millions de FCFA pour des prévisions de 432 600 millions de FCFA sur la même période, il se dégage un GAP de -6 429 millions de FCFA et une couverture de 98,51% des prévisions.

Le GAP constaté provient des recettes sur les produits pétroliers particulièrement la TIPP qui est l'instrument de régulation de la structure des prix des produits pétroliers. La TIPP s'est contractée suite à l'ascension affichée par le cours du pétrole.

Recettes issues des produits pétroliers : (Cf. Tableau n°2 ci-dessus)

Sur une prévision de 151 573 millions de FCFA au 30 septembre 2017, il a été réalisé sur les produits pétroliers 136 048 millions de FCFA, soit un GAP négatif de 15 525 millions de FCFA et une couverture de 89,76% des prévisions.

La contreperformance des recettes pétrolières est la résultante d'une conjoncture moins favorable. En effet, si les prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers ont atteint même momentanément un niveau satisfaisant, ils se situent globalement en dessous du niveau prévisionnel, notamment au cours du troisième trimestre. En cette période hivernale, l'ascension du cours du pétrole fut couplée de la contraction des volumes TTC, ce qui a impacté de manière négative les recettes de la Douane.

Recettes issues des produits non pétroliers : (Cf. Tableau n°2 ci-dessus)

Les recettes sur les produits non pétroliers à la date du 30 septembre 2017, sont de 290122 millions de F CFA pour des prévisions de 281 026 millions de F CFA, soient un excédent de 9 095 millions F CFA et une couverture des prévisions de 103,24%.

Les efforts managériaux dans le sens de l'amélioration de la prise en charge des marchandises dans les structures douanières se sont traduits par un accroissement substantiel des recettes sur l'importation de ces marchandises solides. Ainsi, de 30 226,4 millions de FCFA en janvier 2017, les recettes sur les marchandises solides plafonnent à 35 768 millions de FCFA, atteint en septembre 2017.

C. Perspectives de recouvrement dans les mois à venir

Pour atteindre les objectifs de recettes au titre de l'année 2017, contenues dans le programme avec le FMI, la Direction Générale des Douanes doit réaliser en moyenne au 4ème trimestre, la somme de 52 943 millions de FCFA par mois, ce qui reste à sa portée compte tenu des résultats atteints en mars, juin et septembre 2017.

Pour la réalisation des objectifs assignés au 31 décembre 2017, la Direction Générale compte maintenir sinon renforcer le rythme atteint au 1er semestre en matière de recouvrement.

Ainsi, elle a arrêté un certain nombre de mesures pour booster ses recettes dans les mois à venir. Parmi ces mesures on peut citer entre autres :

- **Renforcement du contrôle interne :**

Le renforcement du contrôle interne dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des marchandises permettra aussi d'améliorer les recouvrements au niveau des bureaux de dédouanement. Il s'agit de l'apurement systématique des T1 et des manifestes.

- **Renforcement de l'exploitation des résultats du scanning et du PVI :**

Le renforcement de l'exploitation des résultats du scanning et du Programme de Vérification des Importations (PVI).

- **Contrôle rigoureux des certificats d'origine :**

Le contrôle rigoureux des certificats d'origine relatif aux produits communautaires, surtout après l'élargissement des pays concernés.

- **Redynamisation de l'opération « base vie » :**

La redynamisation de l'opération « base vie » pour un meilleur maillage du territoire national, permet de juguler fortement, non seulement la fraude sur les versants guinéens et mauritaniens et d'endiguer le ravitaillement frauduleux du pays par les régions du nord.

- **Maitrise des exonérations :**

Les exonérations accordées au cordon douanier constituent une autre poche d'érosion fiscale. En effet, elles se sont élevées à 151,9 milliards F CFA en 2014, soit 2,61% du PIB, 186,2 milliards en 2015, soit 2,88% du PIB et elles sont estimées à 117,9 milliards au 1^{er} semestre 2016, soit 1,42% du PIB (Source mémorandum FMI).

Il s'agit de procéder à un meilleur suivi des exonérations, particulièrement de leur destination. L'octroi d'exonérations exceptionnelles doit être revu à la baisse pour ne prendre en compte que l'indispensable. La nouvelle loi sur les exonérations va dans ce sens.

L'initiative portant sur la négociation avec les PTF d'importer en TTC pour les projets qu'ils financent porte espoir dans la mesure où des partenaires comme la Banque Mondiale ont adhéré à l'idée.

- **Renforcement du contrôle après dédouanement :**

Le renforcement du contrôle après dédouanement pour un meilleur suivi de la prise en charge des marchandises dans les bureaux de dédouanement.

- **Lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière :**

La lutte contre la fraude et la criminalité transfrontalière, il s'agit de mieux équiper les BMI pour qu'elles soient plus efficaces.

Direction Générale des Impôts

Les prévisions de recettes de l'exercice budgétaire 2017 de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont été fixées à 790,940 milliards de FCFA dans la Loi de Finances 2017, contre 720 milliards de FCFA pour l'exercice budgétaire 2016, soit un accroissement de 70,940 milliards de FCFA en valeur absolue et de 9,85% en valeur relative.

A. Analyse générale

Les prévisions de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) à fin septembre 2017 étaient de 578 ,854 milliards de FCFA. Les réalisations totales au 30 septembre 2017 se sont chiffrées à 575,934 milliards de FCFA ; soit un taux de réalisation de 99,50% et un léger GAP sur la période de 2 ,920 milliards de FCFA.

B. Analyse comparative

a. Analyse comparative par rapport à l'année 2016

Tableau n°3 : Réalisations au premier semestre 2016 et 2017

(En milliards de FCFA)

Désignation des Impôts	Impôts Directs	Impôts Indirects	Enregistrements Timbre	Total
30 septembre 2016	259,235	223,884	23,147	506,266
30 septembre 2017	319,657	230,722	25,555	575,934

De l'examen du tableau n°3, il ressort qu'au 30 septembre 2017 :

- les impôts directs ont dépassé leur niveau de 2016, le dépassement est de 60,422 milliards, soit un taux d'accroissement de 23,31% ;
- les impôts indirects ont dépassé leur niveau de 2016, le dépassement est de 6,838 milliards en valeur absolue soit 3,05% en valeur relative;
- les Droits d'Enregistrement et de timbre ont également dépassé le niveau de 2016, le dépassement est de 2,408 milliards de FCFA ; soit un accroissement de 10,40%.

C. Perspectives de recouvrement dans les mois à venir

Pour identifier une stratégie permettant d'atteindre les objectifs de recettes au 31 décembre 2017, il a été procédé à une estimation du potentiel sur la base des travaux ci-après :

- détermination, à partir des tableaux de suivi des indicateurs de gestion, du montant moyen des paiements spontanés des déclarations mensuelles au niveau de chaque structure de recettes (DGE, DME, DID et chaque DRI) ;
- détermination, à partir des tableaux de suivi des indicateurs de gestion, du montant moyen des déclarations mensuelles non soldées à la date du 16^e jour de chaque mois ;
- détermination, du montant moyen de l'impôt sur les revenus de valeurs mobilières et de l'impôt sur le revenu des créances et dépôts,
- le montant normalement dû au titre de l'impôt sur les traitements et salaires prélevé au niveau du trésor (ITS public) ;
- le montant moyen payé au titre des droits d'enregistrement et de timbre,
- revue de la structure des arriérés d'impôts au titre des exercices 2014, 2015 et 2016, y compris les droits issus du contrôle fiscal ;
- revue des dossiers en contrôle fiscal et/ou programmés, susceptibles d'être achevés au plus tard le 15 novembre 2017 ;
- identification des contribuables à la fois débiteurs et créanciers du Trésor public.

Sur la base des résultats obtenus à l'issue des travaux d'analyses ci-dessus, le potentiel disponible peut être estimé à 2874 milliards. Ce montant est détaillé comme suit :

Tableau n°4 :

Rubriques	Montant sur la période des émissions moyennes mensuelles (en millions)	Montant attendu de recettes sur la période (en millions)	Observations
Déclarations mensuelles	103 125	92 813	Le recouvrement sur les déclarations mensuelles payées spontanément ou après poursuites atteignent généralement 90%.
Droits d'Enregistrement et de Timbre	13 390	13 390	Avec l'interconnexion réussie avec les services de la dépense et la maîtrise des exonérations, il est attendu une augmentation importante au titre de cet impôt.
ITS Public	2 800	2 800	Estimation faite sur la base de la moyenne mensuelle des réalisations à fin septembre 2017.
IS/IBIC	36 749	32 750	Estimation suivant historique
Précompte IS/IBIC	1 407	1 407	Estimation sur potentiel de paiement aux fournisseurs Etat.
IRVM/IRCD	6 876	6 876	Selon historique.
IRF	2 031	1 550	Des efforts sont spécifiquement orientés sur le recouvrement de cet impôt cette année.
Mobilisation sur RAS TVA	27 522	27 522	Estimation sur potentiel de paiement aux fournisseurs Etat.
Recouvrements sur Titres	38 125	25 863	Plus de 2000 dossiers sont programmés

⁴ CES CHIFFRES RESTENT DES ESTIMATIONS

de Perception			pour les différents contrôles. Le taux de recouvrement sur les confirmations atteint généralement 60%.
Restes à Recouvrer	55 000	12 180	Il s'agit des montants restant à recouvrer sur les années précédentes. Des efforts sont déployés pour atteindre un niveau important de recouvrement sur les RAR.
TOTAL	287 025	217 151	

Pour traduire ce potentiel en réalité, les activités ci-après seront mises en œuvre :

- la poursuite de l'établissement, de l'analyse et du suivi des indicateurs de gestion (périodicité mensuelle);
- l'identification et la relance des défaillants puis éventuellement la taxation d'office (périodicité mensuelle);
- le suivi régulier de l'exécution des programmes de contrôle (périodicité quotidienne ou mensuelle selon le niveau de suivi). Les programmes de contrôle comprennent les dossiers objets de renseignements CMIERF;
- l'intensification des opérations de recensement particulièrement celui des immeubles passibles de l'impôt sur les revenus fonciers (rapport mensuel) ;
- la mise à jour régulière de la situation des restes à recouvrer et l'application des procédures en vue de leur apurement (périodicité mensuelle);
- le contrôle régulier (au moins deux opérations) des vignettes ordinaires et TTR ;
- le suivi régulier au niveau du trésor des mandats des fournisseurs de l'état (suivi quotidien) ;
- la poursuite des opérations de localisation des contribuables (opérations ponctuelles);
- le suivi de l'exécution du programme de la brigade mixte impôts-Douanes ;
- la poursuite des opérations de contrôle ciblé de TVA (programme);
- la mise en œuvre des mesures de communication interne et externe ;
- l'exécution du programme de contrôle interne ;
- l'exécution du programme de formation initiale et continue;
- l'apurement des dossiers de contentieux ;
- dotation régulière des structures opérationnelles en carburant et renforcement de leur moyen logistique.

La présente stratégie repose sur :

- la réalisation des objectifs de croissance projetée ;
- une stabilité, voire une remontée du prix de vente de l'or ;
- la résolution des contentieux fiscaux avec certaines sociétés minières ;
- le maintien d'un climat social apaisé au sein du service.

Quant aux mesures d'accompagnement, il s'agira de :

- poursuivre la réforme du système informatique ;
- accompagner la Direction Générale des Impôts pour la réussite de la mise en œuvre de ses réformes ;
- accompagner constamment les structures de recouvrement ;
- mettre en œuvre une synergie d'action entre la DGI, la DGD, la DNTCP et la DNCC.

Direction Nationale du Trésor et de la

Comptabilité Publique

La situation d'exécution des prévisions de recettes de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 30 septembre 2017 et les perspectives de recouvrement du 4^{ème} trimestre 2017 sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2017

La situation d'exécution des prévisions de recettes de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique au 30 septembre 2017 se présente comme suit :

Tableau n°5 : Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2017.

(En milliards de FCFA)

	Cumul au 30 JUIN 2017		2 ^{ème} Trimestre						Cumul au 30 Septembre 2017	
	Prév.	Réalizat.	Juillet		Août		Septembre		Prév.	Réalizat.
			Prév.	Réalizat.	Prév.	Réalizat.	Prév.	Réalizat.		
Impôts et Taxes	11,198	11,925	2,010	2,196	1,826	1,978	1,817	2,081	16,374	18,180
PMU	3,600	3,195	0,600	0,505	0,600	0,681	0,600	0,595	5 4,00	4,976
CASINO	0,163	0,115	0,032	0,018	0,032	0,017	0,0 33	0,019	0,277	0,169
TOTAL	14,961	15,235	2,642	2,719	2,458	2,676	2,450	2,695	22,051	23,325

Les prévisions cumulées de recettes à la date du 30 Septembre 2017 s'élèvent à 22 051 millions de FCFA dont 16 374 millions de FCFA d'impôts et taxes, 5 400 millions de FCFA pour le PMU et 277 millions de FCFA pour le CASINO.

Quant aux réalisations de recettes à la même date, elles ont été de 23 325 millions de FCFA dont 18 180 millions de FCFA au titre des impôts et taxes recouverts par le Trésor, 4 976 millions de FCFA pour les recettes du PMU-MALI et 169 millions de FCFA recouverts au niveau du CASINO.

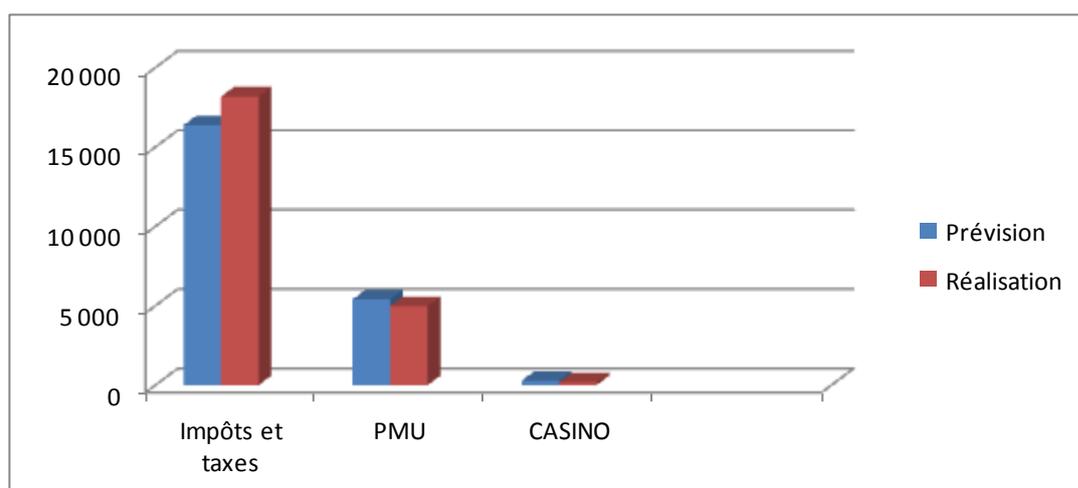
Globalement, il se dégage un excédent de réalisation de 1 274 millions de FCFA et un taux de réalisation de 105% sur la prévision cumulée à fin septembre 2017.

Cet excédent est dû essentiellement aux impôts et taxes recouverts par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Le taux de réalisation sur les impôts et taxes est de 111%, 92% pour le PMU-MALI et 70% pour le CASINO.

Cette performance est due au meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

Graphique n°3 : Prévisions et réalisations des recettes de la DNTCP au 30 septembre 2017



b. Perspectives de recouvrement au 4^{ème} trimestre 2017

Tableau n°6 : Prévisions de recouvrement de la DNTCP au 4^{ème} trimestre 2017.

(En milliards de FCFA)

	Prévision du 3 ^{ème} Trimestre	Prévision 4 ^{ème} Trimestre			Cumul du 4 ^{ème} Trimestre	TOTAL
		Octobre	Novembre	Décembre		
Impôts et Taxes	16,374	1,881	2,117	2,067	6,065	22,440
PMU	5,400	0,600	0,600	0,600	1,800	7,200
CASINO	0,277	0,028	0,028	0,027	0,083	0,360

Les prévisions de recettes du 4^{ème} trimestre 2017 sont de 7 948 millions de FCFA dont 6 067 millions de FCFA sur les Impôts et Taxes, 1800 millions de FCFA en recettes du PMU-MALI et 83 millions de FCFA en CASINO.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- octobre : 2 509 millions de FCFA ;
- novembre : 2745 millions de FCFA ;

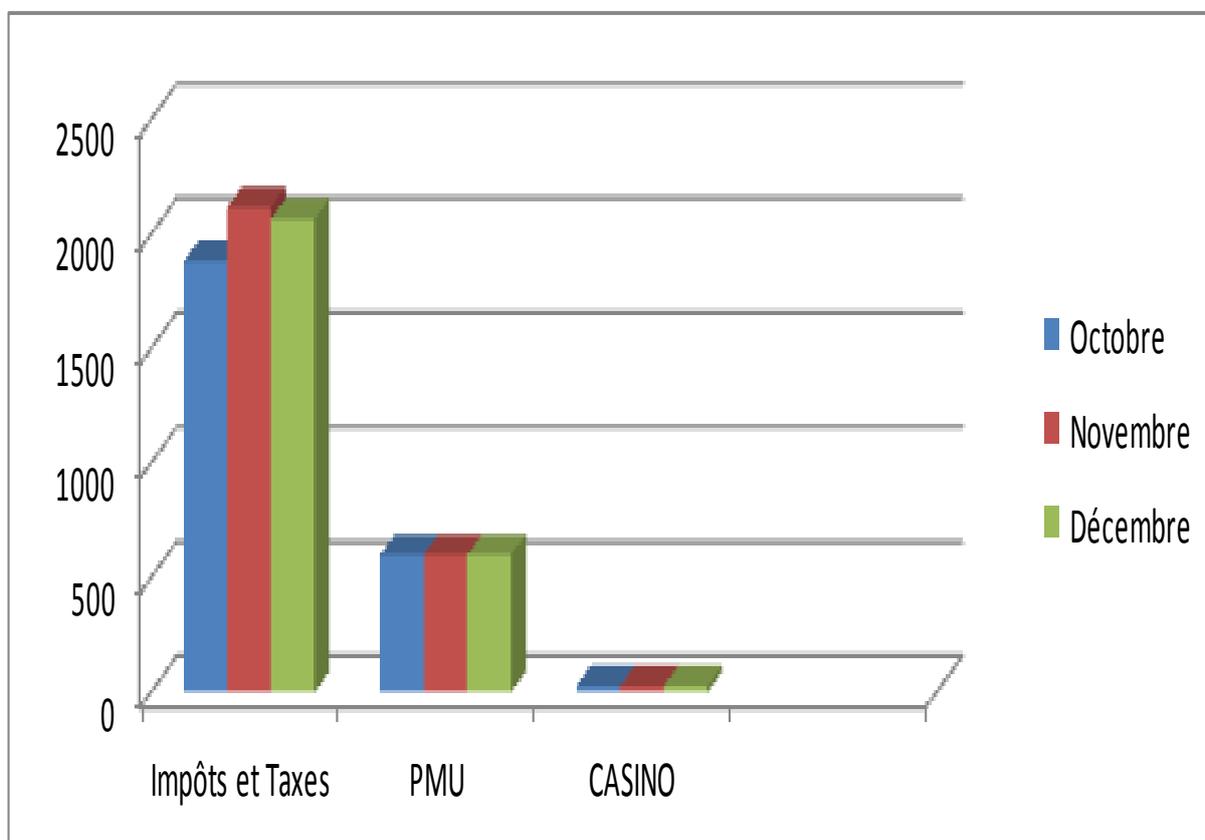
- décembre : 2694 millions de FCFA ;

Les perspectives de recouvrement de recettes du CASINO d'un montant de 83 millions de FCFA au cours du 4^{ème} trimestre 2017 est de 28 millions de FCFA pour le mois d'octobre et novembre, 27 millions de FCFA en décembre.

Quant aux Impôts et taxes, il est prévu une réalisation de 1 881 millions de FCFA en octobre, 2 117 millions de FCFA en novembre et 2 067 millions de FCFA en décembre 2017.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-MALI, il est prévu un recouvrement mensuel de 600 millions de FCFA d'octobre à décembre 2017.

Graphique n°4 : Prévisions de recouvrement de la DNTCP au 4^{ème} trimestre 2017



La DNTCP a pris les dispositions nécessaires pour pouvoir atteindre son objectif de recettes de l'exercice budgétaire 2017 à fin décembre. Cet objectif sera atteint à travers un meilleur suivi des recettes de Chancellerie et des régies de recettes notamment les passeports.

Direction Nationale des Domaines et du Cadastre

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) au 3^{ème} trimestre 2017 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre, sont ci-dessous présentées.

A. Constats

a. Prévisions

Les objectifs de recette assignés à la DNDC par la Loi de Finances 2017 étaient de 127,800 milliards de FCFA. Mais suite une révision de la loi de finance au mois d'août 2017, ces prévisions ont été portées à 177,800 milliards de FCFA soit une augmentation de 50 milliards de FCFA correspondant au renouvellement de la licence de l'opérateur téléphonique Orange et la vente de la 4G au même opérateur.

b. Réalisations

À la date du 30 Septembre 2017, la DNDC a réalisé un montant de 105,365 milliards de FCFA pour une prévision de 129,196 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 59% de la prévision annuelle d'une part et 82% de la prévision de recouvrement des recettes du troisième trimestre d'autre part.

Par ailleurs, le cumul réalisé à la date du 30 Septembre 2017, a connu une augmentation spectaculaire de 45 739 197 952 CFA par rapport à la même période en 2016.

Tableau n°7 : Recouvrements de la DNDC au 3^{ème} trimestre 2017.

(En milliards de FCFA)

NOMENCLATURE	Prévisions au 30 septembre 2016	Réalisations au 30 septembre 2016	Taux
Aliénation d'immeubles et TF	8 791 011 000	3 841 170 502	44%
Aliénation de meubles	260 051 000	279 518 011	107%
Redevances superficielles	300 460 000	413 877 230	138%
Taxe Ad Valorem	20 907 407 272	18 200 850 989	87%
Droit d'enregistrement	8 620 192 000	5 582 970 074	65%
Droit de conservation Foncière	1 111 113 600	1 470 063 911	132%
Droit de Timbre	377 273 000	316 709 669	84%
Pénalités	39 479 100	21 750 075	55%
Concessions ordinaires	46 827 570 960	46 902 177 985	100%
Taxe sur les frais d'édilité	270 292 000	174 508 970	65%
Dividendes Sociétés minières	8 348 000 000	6 898 970 469	83%
Dividendes autres sociétés	32 312 812 000	20 337 746 078	63%
Prélèvement honoraires greffiers	10 536 300	15 906 725	151%
Loyer administratif	21 681 000	20 465 720	94%
Taxe d'extraction	172 815 000	90 034 920	52%
Taxe sur la plus value de cession	818 584 000	781 251 264	95%
Location Verbale	6 955 000	16 690 040	240%
TOTAL	129 196 233 232	105 364 662 632	82%
Situation par nature de recettes			
Recettes Ordinaires	67 628 013 960	59 927 095 096	89%

B. Analyses

Cette performance résulte du :

- bon niveau de recouvrement des dividendes sociétés minières avec un dépassement de 221,011 millions de FCFA pour la même période de 2016 ;
- très bon niveau de recouvrement de recettes ordinaires, la réalisation de recettes ordinaires pour la période se chiffre à 59,927 milliards de FCFA soit un taux de réalisation de 89% par rapport à la prévision du TOFE qui se chiffre à 67,628 milliards de FCFA ;
- niveau plus ou moins acceptable de recouvrement de la taxe ad valorem. Il faut signaler qu'à la date du 30 septembre 2017 la DNDC attendait 1,606 milliards de FCFA de compensation TAV dans le circuit de paiement.

Face à ces points forts, il y a lieu de signaler une contre-performance constatée au cours de la période qui est due aux faibles niveaux de recouvrement des dividendes des autres sociétés :

- la chute spectaculaire du paiement de la SOTELMA-MALITEL 17,112 milliards de FCFA contre 18,662 milliards de FCFA en 2016 et 25,489 milliards de FCFA payé en 2015, sur un objectif annuel 2017 de 27 milliards de FCFA, soit un gap de 9,888 milliards de FCFA ;
- le non- paiement de dividende par SUKALA S.A sur un objectif de 700 millions de FCFA ;
- le non-paiement de dividende par le PMU-MALI pour une prévision de 2 milliards de FCFA ;
- le non-paiement de dividendes par la BMS pour montant de 500 millions de FCFA.
- le GAP sur la rubrique dividendes des autres sociétés donne un montant de 11,975 milliards de FCFA à la date du 30 septembre qui ne pourra pas être résorbé. Ce gap reconduit chaque mois joue négativement sur le taux de réalisation de la DNDC.

En ajoutant ce montant de 11,975 milliards de FCFA aux 105,365 milliards de FCFA de réalisation à la date du 30 septembre 2017, soit 117,340 milliards de FCFA la DNDC serait à un taux annuel de 66 %.

En déduisant le même montant de l'objectif annuel 177,800 milliards de FCFA qui donne un montant de 165,825 milliards de FCFA, le taux de réalisation serait de 66% au 30 septembre 2017.

C. Perspectives de recouvrement de la DNDC pour le troisième trimestre 2017

Comme perspectives au titre du quatrième trimestre, il est attendu :

- 3 milliards de FCFA en recettes ordinaires avec une moyenne mensuelle de recouvrement de 1 milliard de FCFA ;
- 6 milliards de FCFA en taxe ad valorem, soit avec une moyenne de recouvrement mensuelle de 2 milliards de FCFA ;
- un paiement de dividende est attendu de la part de GOUNKOTO à hauteur de 2,700 milliards de FCFA ;
- un reliquat de 33,500 milliards F CFA de l'Orange-Mali pour le renouvellement de la licence 3G et l'acquisition de 4G ;
- un paiement de dividende de la SONATAM.

Direction Générale de la Dette Publique

L'objectif révisé de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2017 est de 9,223 milliards de FCFA.

La situation d'exécution à la date du 30 septembre 2017 est de huit milliards cinquante deux millions de FCFA (8,052 milliards de FCFA), soit un taux d'exécution actuel de 87%.

Les perspectives de recouvrements du quatrième trimestre 2017 sont de neuf cent trente deux millions de FCFA (932 millions de FCFA).

La Direction Générale de la Dette Publique continuera de recouvrer les échéances courantes de dettes et de réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'Economie et des Finances.

Ci-joint le tableau des prévisions de recouvrement 2017 des prêts rétrocédés.

Tableau n°8 : Recouvrements de la DGDP au 3^{ème} trimestre et perspectives 4^{ème} trimestre 2017.

(En milliards de FCFA)

ORGANISMES	janv		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		sept		oct		nov		déc		TOTAL GEN	
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA			12	12	9	9			410	410	35	35	11	11			9				409		22		917	477
EDM-SA		250															250	250							250	500
SOGEM			2671	2392			324	351									501		267						3 763	2 743
BDM-SA							87	87											85						172	87
SOTELMA-SA													7	7					6						13	7
N-SUKALA					1913	2155											1896	1916							3 808	4 071
BMS-SA							157	167											143						300	167
Prév. DGDP		250	2683	2 404	1922	2 164	568	605	410	410	35	35	18	18			2656	2166	501	0	409	0	22	0	9 223	8 052
Cumul DGDP		250		2 654		4 818		5 423		5 833		5868		5886				8052		8052				0		
Pourcentage			90		113		107		100		100		0		0		82		0		0		0		87	

Direction Générale de l'Administration des

Biens de l'Etat

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat proviennent essentiellement :

- des loyers versés à l'Etat sur les bâtiments publics mis en location ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi ;
- des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées ;
- des redevances versées à l'Etat suite à la mise en concession de certaines sociétés.

En 2017, il a été inscrit dans la loi de Finances initiale des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de 7,847 milliards de FCFA au compte de la DGABE.

Ces prévisions avaient été faites sur la base :

- de la cession de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- de la vente des 19% des actions de la SOTELMA au grand public ;
- des produits de réforme de matières et matériels appartenant à l'Etat et devenus sans emploi.

Après plusieurs tentatives de privatisation de l'UMPP, il a été créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017 une nouvelle commission de privatisation de l'unité. Il est à signaler que la cession des actions au grand public n'est pas d'actualité pour le moment, vu la bonne santé de la société et la mobilisation de ressources assez conséquentes en termes de dividendes au bénéfice du budget national.

La vente des matières et matériels réformés a permis de recouvrer à la date du 30 septembre 2017, un montant de 279,518 millions de FCFA. Le suivi de la réalisation de cette opération est fait par la DGABE mais les produits sont comptabilisés au compte de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre (DNDC) conformément à la loi de Finances.

Aucune autre opération de cession d'immobilisations incorporelles n'est envisagée au titre du troisième trimestre de l'année 2017.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation ou de réforme des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont actuellement versées au niveau des guichets de la DNDC et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

2. Mobilisation des Appuis Budgétaires :

Les Appuis Budgétaires sont constitués des Appuis Budgétaires Généraux (ABG) et des Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS). Les ABG se décomposent en dons et en prêts et rentrent dans le cadre de financement du déficit budgétaire.

Les ressources au titre des ABG inscrites dans la loi de Finances révisée 2017 s'élèvent à 185,650 milliards de FCFA contre 117,757 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une progression de 67,893 milliards de FCFA ou un taux d'accroissement de 57,66%. Elles se décomposent par partenaire comme suit :

- Union Européenne.....63,000 milliards FCFA ;
- CEDEAO12,000 milliard FCFA ;
- Banque Mondiale48,300 milliards FCFA ;
- Banque Africaine de Développement.....31,350 milliards FCFA ;
- Fonds Monétaire International31,000 milliards FCFA.

Quant aux ressources de l'ABS, elles se chiffrent à 21,408 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2017 contre 18,391 milliards de FCFA dans la loi de Finances rectificative 2016, soit une augmentation de 3,017 milliards de FCFA ou un taux de progression de 16,40%. Elles sont constituées :

- de l'appui budgétaire sectoriel décentralisé de la Coopération Suisse à hauteur 7,011 milliards de FCFA dont :
 - ♦ 0,999 milliard de FCFA pour le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM) dans les régions de Kayes, de Sikasso, de Ségou, de Mopti, de Tombouctou et le District de Bamako ;
 - ♦ 0,259 milliard de FCFA pour le Programme de Développement Social et Urbain ;
 - ♦ 0,705 milliard de FCFA au titre du Programme d'Appui au Développement Economique Régional de Sikasso (ADER) ;
 - ♦ 0,300 milliard de FCFA au titre du Programme d'Appui à la Décentralisation de l'Education (PADE) ;
 - ♦ 0,1475 milliard de FCFA au titre du Programme d'Appui à l'Education Non Formelle (PENF) dans les régions de Sikasso, de Mopti et de Tombouctou ;

- ♦ 0,998 milliard de FCFA au titre du Programme de Soutien aux Economies Locales du Delta du Niger (PSEL-Delta) ;
 - ♦ 1,658 milliard de FCFA pour le Programme d'Appui aux Filières Agro Pastorales de Sikasso (PAFA) ;

 - ♦ 0,960 milliard de FCFA pour le Programme Partenariat Gouvernance dans les régions de Mopti et de Tombouctou ;
 - ♦ 0,984 milliard de FCFA non utilisé en 2016 et faisant objet d'un report pour 2017.
- de l'appui budgétaire sectoriel décentralisé de la Coopération Canadienne à hauteur 10,043 milliards de FCFA dont :
- ♦ 8,663 milliards de FCFA résultant des annonces faites par le Canada dans les secteurs de la Santé et de l'Education ;
 - ♦ 3,028 milliards de FCFA de l'ABS Canada non exécuté en 2015 ;
 - ♦ 1,326 milliard de FCFA en faveur de l'éducation et non exécuté en 2016 ;
 - ♦ 1,380 milliard de FCFA relatif à une augmentation de l'ABS Canada.

En termes de réalisations, les ressources des appuis budgétaires se chiffrent à 26,843 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 147,318 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 18,22%. La répartition de ce montant par nature d'appui budgétaire est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°9 : Situation de réalisation des recettes d'appuis budgétaires au 30/09/2017

(En milliards de FCFA)

Natures d'Appui budgétaire	Objectif annuel initial (1)	Objectif annuel révisé (2)	Réalisations au 30/09/2017 (3)	Ecart par rapport à l'objectif annuel (4) = (2) - (3)
ABS	17,718	21,408	13,347	8,061
ABG (DONS)	63,000	84,800	-	84,800
ABG (PRETS)	66,600	100,850	75,023	25,827
Total Appuis Budgétaires	147,318	207,058	88,370	118,688

III. EXECUTION DU BUDGET EN DEPENSES

Les dépenses du budget d'Etat révisé 2017 sans le financement extérieur du BSI se chiffrent à **2 038,547 milliards de FCFA** sur lesquels, il a été exécuté au 30 septembre 2017 un montant de **1 267,946 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **62,20%** contre **61,87%** à la même période en 2016.

La situation d'exécution des dépenses est présentée dans les lignes qui suivent.

1. Analyse de l'exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI financement extérieur) :

Tableau n°10 : Exécution du budget par nature de budget

(En milliards de FCFA)

Libellés	Dotations budgétaires initiales	Dotations budgétaires révisées	Crédits liquides	Taux d'exécution (En%)
Pouvoirs publics et Administrations centrales	1 590,146	1 612,931	995,628	61,73%
Administrations déconcentrées des régions	302,152	330,273	214,655	64,99%
Budgets annexes, comptes et fonds spéciaux	94,733	95,343	57,663	60,48%
TOTAL	1 987,031	2 038,547	1 267,946	62,20%

Les dépenses des Pouvoirs publics et des Administrations centrales comprennent celles des charges communes, des Institutions, des Départements ministériels et des Etablissements Publics (y compris le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement).

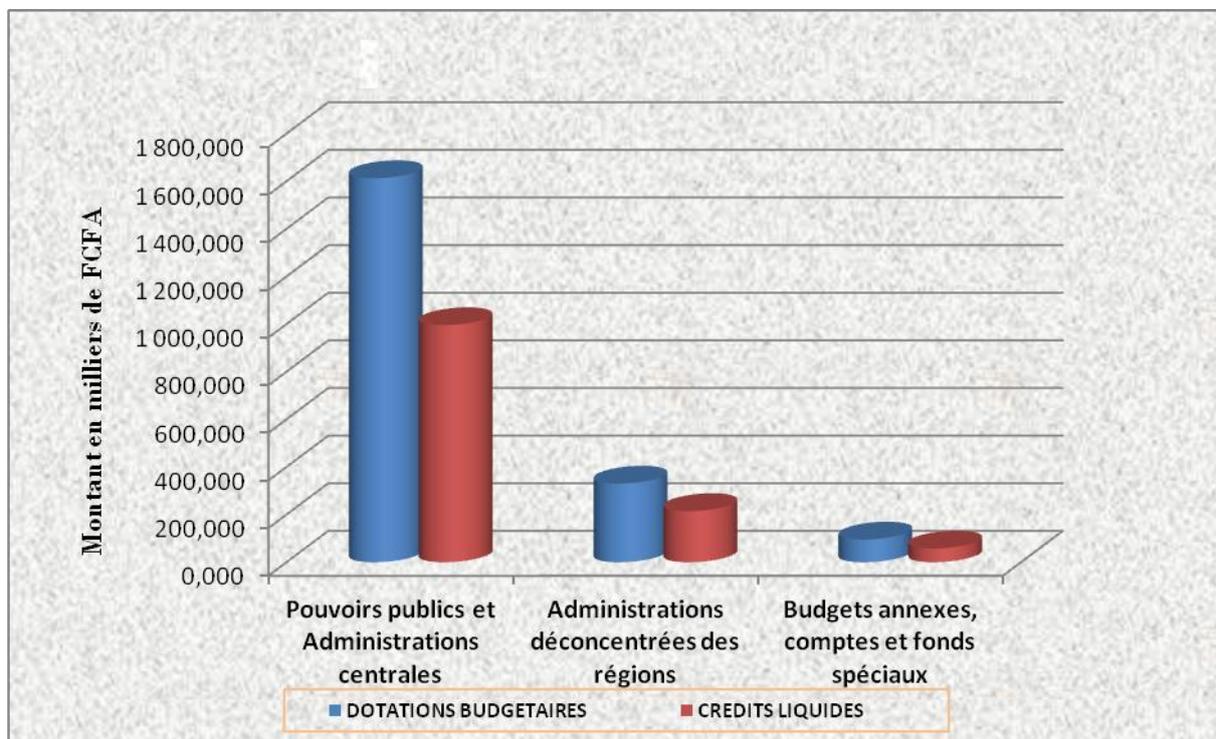
Le taux d'exécution des crédits au niveau des Pouvoirs publics et Administrations centrales (61,73% contre 60,77% à la même période en 2016) s'explique essentiellement par les dépenses de transferts et subventions, de remboursement de la dette, de personnel, d'équipement et d'investissement y compris le BSI financement intérieur.

Le taux d'exécution élevé des crédits au niveau des administrations déconcentrées des régions (64,99% contre 71,69% à la même période en 2016) s'explique essentiellement par les dépenses salariales et dans une moindre mesure, les dépenses en matériels et fonctionnement des services.

S'agissant des Budgets annexes, Comptes et Fonds spéciaux, leur niveau d'exécution de 60,48% contre 47,58 à la même période en 2016, est imputable au remboursement de crédits TVA.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI financement extérieur)

Graphique n°5 : exécution des dépenses par nature de budget (sans BSI financement extérieur)



Ci-dessous, l'exécution détaillée des dépenses par nature de budget au 30 juin 2017 (sans le BSI financement extérieur).

2. Analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses (sans BSI financement extérieur) :

Tableau n°11 : Exécution détaillée des dépenses par nature de budget au 30 septembre 2017

(En milliers de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGÉS	CREDITS LIQUIDES
BUDGET GENERAL			
POUVOIRS PUBLICS ET ADMINISTRATIONS CENTRALES			
PERSONNEL	238 748 057	203 127 338	162 518 774
MATERIEL & FONCTIONNEMENT	88 326 278	59 323 343	49 321 921
DEPLACEMENT & MISSION	50 495 154	37 331 381	36 090 051
COMMUNICATION & ENERGIE	33 581 556	24 116 948	23 251 367
AUTRES DEPENSES	94 515 745	57 911 703	51 470 006
BOURSES	13 470 089	12 210 147	12 186 874
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	267 490 985	170 463 347	153 470 254
TRANSFERT ET SUBVENTION	278 296 680	223 169 149	202 803 389
DETTES	241 147 675	158 650 985	158 643 203
BSI FINANCEMENT INTERIEUR	286 190 500	171 548 334	143 326 987
APPUI BUDGETAIRE	14 396 391	3 313 420	2 438 847
PERSONNEL (COLLECTIVITE)	6 271 605	190 433	106 289
	1 612 930 715	1 121 356 529	995 627 962
ADMINISTRATIONS DECONCENTREES DES REGIONS			
PERSONNEL	100 468 971	74 447 556	59 826 563
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	31 600 474	24 004 681	20 696 187
DÉPLACEMENT & MISSION	6 321 116	3 750 300	3 036 991
COMMUNICATION & ENERGIE	11 212 713	7 796 887	6 768 615
AUTRES DÉPENSES	8 379 380	4 947 940	3 705 668
BOURSES	666 435	610 185	606 230
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	27 190 802	26 078 680	23 161 970
TRANSFERT ET SUBVENTION	11 777 719	6 550 766	5 770 741
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 400 000	5 525 870	2 880 570
APPUI BUDGÉTAIRE	7 011 276	3 871 480	3 245 595
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	114 244 755	96 085 568	84 955 849
	330 273 641	253 669 914	214 654 979
TOTAL BUDGET GENERAL	1 943 204 356	1 375 026 442	1 210 282 941
BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FONDS SPECIAUX			
BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCI	95 342 656	58 460 505	57 662 570
TOTAL BUDGETS ANNEXES COMPTES ET FON	95 342 656	58 460 505	57 662 570
TOTAL BUDGET D'ETAT	2 038 547 012	1 433 486 947	1 267 945 511

Tableau n°12 : Exécution du budget par nature de dépenses (sans BSI financement extérieur)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	DOTATIONS BUDGETAIRES REVISÉES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION (En %)
Personnel	330,217	339,217	222,346	65,55%
Personnel (Collectivité)	120,516	120,517	85,062	70,58%
Fonctionnement	226,168	235,673	151,958	64,48%
Transfert	308,325	290,075	208,574	71,90%
Autres dépenses	86,909	102,895	55,176	53,62%
Equipement et investissement	561,935	592,273	322,840	54,51%
Dettes	239,527	241,148	158,643	65,79%
Appui budgétaire	18,702	21,407	5,685	26,56%
Budgets annexes, Comptes et Fonds Spéciaux	94,733	95,343	57,663	60,48%
TOTAL	1 987,031	2 038,548	1 267,947	62,20%

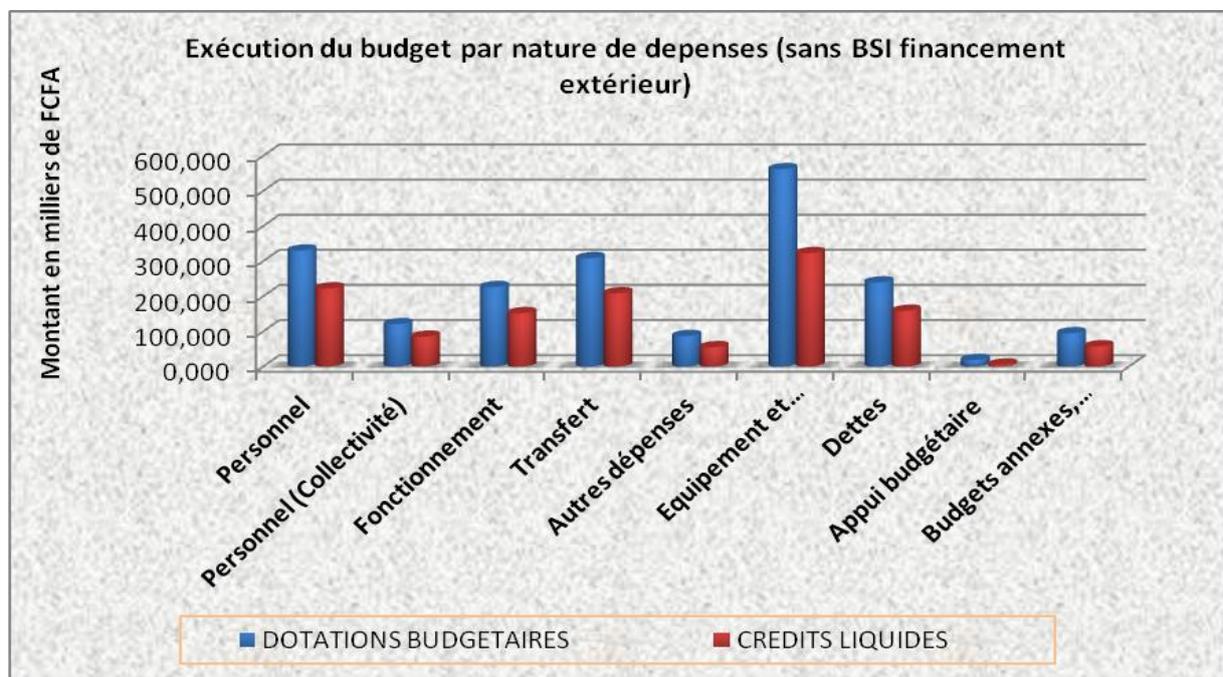
Il ressort de l'analyse de l'exécution du budget par nature de dépenses au 30 septembre 2017, ce qui suit :

- a. les dépenses de personnel enregistrent un taux d'exécution de 65,55% contre 69,95% à la même période en 2016 pour le personnel de l'administration générale de l'Etat et de 70,58% contre 60,66% pour le personnel des collectivités territoriales ;
- b. les autres dépenses enregistrent un niveau d'exécution de 53,62% contre 60,66% à la même période en 2016 dû essentiellement aux dépenses indiquées ci-après :
 - les autres dépenses des départements ministériels
 - les frais de location et d'entretien ;
 - les dépenses électorales ;
 - les dépenses exceptionnelles ;
 - les dépenses de formation.
- c. la rubrique transfert et subventions dégage un niveau d'exécution de 71,90% contre 75,25% à la même période en 2016. Ce niveau d'exécution se justifie par la prise en charge des dépenses de transfert d'équilibre de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale, de la subvention en intrants agricoles, de l'avance à l'EDM-SA, de la subvention aux organismes publics, des dépenses de personnel des EPA et des bourses et allocations d'Etudes.
- d. les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 64,48% contre 59,85% à la même période en 2016 imputable essentiellement aux dépenses liées aux matériels et fonctionnement, déplacements et missions, communication et énergie, notamment :

- les dépenses en alimentation des départements ministériels ;
 - dépenses de matériels et de fonctionnement des départements ministériels, des EPA et des Régions ;
 - les frais de transport, indemnités de déplacement, carburant et lubrifiant ;
 - les dépenses en eau et en électricité.
- e. l'équipement-investissement (sans le financement extérieur du BSI) présente un taux d'exécution de 54,51% contre 54,67% à la même période en 2016 ; dont 49,13% sont inscrits dans le BSI financement intérieur contre 58,54% à la même période en 2016. Il s'agit essentiellement des dépenses en investissement en faveur de l'équipement de l'armée et des opérations militaires, des dépenses en investissement des ministères et des EPA ainsi que des frais d'études et de recherche.
- f. le taux d'exécution des dépenses liées à la dette est de 65,79% contre 59,88% à la même période en 2016. Cette évolution s'explique essentiellement par la prise en charge du service de la dette intérieure.

Ci-dessous la représentation graphique de l'exécution des dépenses par nature de dépenses (sans BSI financement extérieur).

Graphique n°6 : Exécution des dépenses par budget (sans BSI financement extérieur)



3. Situation d'exécution des dépenses par compte économique :

Au 30 septembre 2017, l'exécution détaillée des dépenses par compte économique est présenté dans le tableau suivant.

Tableau n°13 : Exécution des dépenses par compte économique

PERSONNEL

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
2-611-20	Heures Supplémentaires	1 114 786	1 046 269	980 205
2-613-20	Frais d'examen	146 531	44 549	44 549
2-617-20	Entretien des Stagiaires	12 988	150	150
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	2 173 737	852 000	799 235
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	5 567 756	3 198 000	3 198 000
2-619-05	Cotisation Etat (AMO)	2 556 742	0	0
2-619-06	Solde et accessoires besoins nouveaux	300 000	0	0
2-619-09	Autres dépenses de personnel	2 155 819	319 294	318 403
2-619-10	Autres dépenses de pers. (indem. intére	10 000 000	6 505 533	6 505 533
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		24 028 359	11 965 795	11 846 075
DEPENSES DES MINISTERES				
2-611-00	Personnel	183 650 643	176 114 994	137 328 898
2-611-20	Heures Supplémentaires	3 052 621	1 725 209	1 621 585
2-613-20	Frais d'examen	144 822	82 434	82 085
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	2 904 950	2 513 422	2 616 157
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	56 517	56 517	5 535
2-619-04	Besoins nouveaux (part patronale)	7 868 609	0	0
2-619-09	Autres dépenses de personnel	4 028 513	540 511	537 511
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		201 706 675	181 033 087	142 191 771
DEPENSES DES E.P.A.				
2-611-00	Personnel	8 792 962	8 444 085	6 801 517
2-611-20	Heures Supplémentaires	3 933 826	1 580 408	1 575 448
2-611-21	Heures supplémentaires (vac. justice)	25 000	12 498	12 498
2-613-20	Frais d'examen	106 131	79 415	79 415
2-619-00	Solde et accessoires besoins nouveaux	0	0	0
2-619-02	Personnel (Vacataire)	155 104	12 050	12 050
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		13 013 023	10 128 456	8 480 928
DEPENSES DES REGIONS				
2-611-00	Personnel	76 109 399	57 473 795	45 812 143
2-611-01	Personnel (K A Y E S)	1 357	0	0
2-611-04	Personnel (SEGOU)	62 156	60 788	0
2-611-05	Personnel (MOPTI)	5 600	0	0
2-611-07	Personnel administratif	7 100 268	2 951 543	2 478 320
2-611-22	Personnel cycle I	11 225 326	9 533 796	7 938 412
2-611-23	Personnel cycle II	4 674 724	3 899 218	3 137 510
2-611-24	Heures Supplémentaires (P. Adm.)	141 535	91 621	59 165
2-611-25	Heures Supplémentaires (P. Enseig.)	709 306	269 230	248 877
2-613-21	Indemnité double vacation	399 049	137 412	125 600
2-619-01	Salaire personnel contractuel & saisonnier	40 251	30 152	26 537
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		100 468 971	74 447 556	59 826 563
TOTAL PERSONNEL		339 217 028	277 574 894	222 345 338

MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	10 437 807	5 755 320	4 264 212
3-622-12	Entretien matériel informatique	301 727	0	0
3-629-26	Célébration fêtes nationales	300 000	24 175	24 175
3-629-56	Conférences et visites (matériel)	255 000	254 921	254 921
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		11 294 534	6 034 415	4 543 308
DEPENSES DES MINISTÈRES				
3-241-00	Mobilier pour logement	24 925	18 592	18 592
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	200 957	125 454	117 564
3-242-10	Matériel informatique	386 550	207 875	145 408
3-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Structure	16 056	15 529	15 529
3-244-10	Matériel technique, installation et outillage	56 607	32 582	29 011
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des services	13 409 482	8 931 562	7 894 514
3-621-13	Informatisation des salaires	586 237	433 469	308 861
3-621-14	Impressions & Imprimés	3 114 906	1 787 092	925 476
3-621-15	Fournitures techniques	4 402 040	2 469 788	1 331 632
3-621-16	Habillement	2 518 137	1 769 990	1 511 695
3-621-17	Alimentation	13 255 536	12 681 111	12 524 087
3-621-18	Alimentation des cantines scolaires	900	449	224
3-621-19	Dépenses de fonctionnement (Cellule SI	48 973	24 920	24 420
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	3 560 328	2 406 884	2 222 412
3-621-21	Alimentation des animaux	123 869	111 896	111 896
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	13 537	2 848	2 848
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	36 913	27 543	27 543
3-621-24	Alimentation poste de sécurité	315 901	236 500	236 500
3-621-25	Dépenses de fonctionnement (Comité sc	6 494	4 870	4 870
3-621-26	Dépenses de fonctionnement (frais de ré	100 000	75 000	75 000
3-621-29	Dépenses de fonct. (prog. vigoureux alp	1 350 000	837 333	538 555
3-621-30	Matériel didactique	2 961 607	1 342 324	676 770
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	4 031 789	1 965 366	834 724
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	194 855	96 141	0
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	557 463	0	0
3-621-38	Matériel (strat. scol. acc. passerelles)	118 110	87 357	87 357
3-621-50	Appui mise en œuvre PO CSL VIH/SID	61 585	698	395
3-621-51	Appui stratégie nationale contrôle interne	787 099	134 614	133 434
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	70 382	17 595	17 595
3-621-53	Appui activités renforcement capacités G	160 922	134 358	127 668
3-621-54	Appui supervision activités pédagogique	105 576	30 784	30 784
3-621-55	Appui suivi-évaluation cantines scolaire	17 596	4 399	4 399
3-621-56	Appui suivi-évaluation manuels scolaire	17 596	7 768	4 399
3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	17 596	4 399	4 399

3-621-61	Appui juridictions	450 000	260 590	193 269
3-621-62	Appui maisons d'arrêts	178 090	132 042	112 718
3-621-64	Appui à l'évaluation des acquisitions des	70 000	70 000	70 000
3-621-66	Achat bois de chauffe	12 000	12 000	10 000
3-622-10	Entretien matériel de bureau	168 748	123 436	109 786
3-622-11	Entretien du matériel technique	10 482	301	301
3-622-12	Entretien matériel informatique	1 393 077	776 453	515 317
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	217 728	112 498	20 492
3-622-14	Réinsertion détenus	3 400	2 550	2 550
3-622-15	Journal officiel	20 623	15 452	15 452
3-629-11	Achat de médailles	34 501	30 934	30 934
3-629-16	Promotion touristique	59 023	44 224	44 224
3-629-18	Achat de vignettes	11 660	11 660	11 660
3-629-20	Achats Médicaments	3 301 261	1 839 358	1 618 074
3-629-21	Achat de vaccins	3 301 008	3 090 386	3 088 242
3-629-23	Produits pharmaceutiques (visas)	12 811	8 917	7 474
3-629-24	Produits pharmaceutiques	106 361	68 106	15 881
3-629-25	Achat de support IEC	24 831	10 148	10 148
3-629-27	Achat kâotrine	9 960	7 424	7 424
3-629-31	Frais Examens Cycle II	188 114	179 427	127 185
3-629-32	Frais Examens Enseig.Normal	310 379	260 367	259 982
3-629-35	Frais de concours	214 366	159 770	159 770
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 885 656	1 563 239	1 548 075
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	292 396	15 904	15 904
3-629-71	Besoins nouveaux activités sportives	163 185	163 185	157 390
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	20 000	0	0
3-629-76	Autres dépenses de matériel	2 598 885	1 741 113	1 093 016
3-629-77	Autres dépenses de matériel	277 414	183 721	179 176
3-629-84	Besoins nouveaux (phase finale)	174 866	168 340	168 340
3-629-85	Autres Dépenses de mat. (Plan C.A)	380 000	270 629	233 411
3-669-40	Epidémies & Catastrophes	608 988	481 839	384 139
3-669-41	Calamités & Catastrophes naturelles	228 344	192 621	192 621
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		69 358 681	48 023 724	40 391 514
DEPENSES DES E.P.A.				
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	700 242	411 858	322 116
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	249 781	38 375	0
3-621-30	Matériel didactique	6 060 028	4 323 473	3 816 741
3-621-65	Appui à l'élaboration du Curriculum du N	20 000	9 998	9 998
3-622-12	Entretien matériel informatique	70 973	12 397	10 217
3-629-38	Autres frais d'examen	308 713	221 694	24 990
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	263 326	247 409	203 037
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		7 673 063	5 265 204	4 387 100

DEPENSES DES REGIONS				
3-241-10	Mobilier et équipement de bureau	121 551	61 121	45 143
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	4 255 755	2 616 824	2 026 581
3-621-14	Impressions & Imprimés	100 400	68 278	52 030
3-621-15	Fournitures techniques	154 776	110 216	83 517
3-621-17	Alimentation	90 700	77 588	67 705
3-621-18	Alimentation des cantines scolaires	2 367 874	1 742 771	1 568 027
3-621-20	Besoins nouveaux des Services	242 185	31 533	29 033
3-621-22	Matériel fonct. lutte contre vente illicite m	92 484	56 629	43 780
3-621-23	Fournitures techniques (pétrole P.E.V.)	461 240	342 406	312 351
3-621-30	Matériel didactique	1 874 359	1 371 115	1 223 979
3-621-31	Appui en matériel à l'Enseig. Fond.	1 962 459	1 120 237	623 448
3-621-35	Appui en matériel à l'enseig. fond. (ADA	2 155 877	1 611 498	1 397 570
3-621-36	Matériels didactiques (matières d'œuvre	960 779	831 291	804 232
3-621-37	Matériels didactiques (demi-bourses)	9 558 694	8 746 612	7 737 909
3-621-39	Matériels didactiques (machines dactylo.	50 110	37 582	37 582
3-621-52	Appui évaluation système éducatif	184 968	125 236	97 081
3-621-54	Appui supervision activités pédagogique	200 000	87 124	78 436
3-621-57	Appui cadres concertation niveaux local	387 140	134 851	103 568
3-621-58	Appui production statistiques scolaires	196 140	144 374	111 281
3-621-59	Appui scolarisation des filles	211 883	85 652	69 300
3-621-60	Appui réparation manuels scolaires	409 049	304 687	277 251
3-621-62	Appui maisons d'arrêts	29 610	22 207	16 048
3-622-10	Entretien matériel de bureau	20 600	12 073	8 973
3-622-11	Entretien du matériel technique	22 900	13 173	9 273
3-622-12	Entretien matériel informatique	847 732	486 389	400 762
3-622-13	Maintenance matériels & équip. sanitaire	846 919	344 979	261 900
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	9 500	5 874	5 249
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	2 000	1 499	1 000
3-622-30	Entretien des bâtiments	2 060	1 545	1 545
3-629-31	Frais Examens Cycle II	1 609 605	1 597 124	1 530 334
3-629-39	Autres frais d'examen (secondaire)	1 479 559	1 439 552	1 355 930
3-629-70	Autres Dépenses (Santé & Sports)	171 422	127 464	111 938
3-629-72	Besoins nouveaux activités de jeunesse	45 702	18 799	11 519
3-629-80	Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. S	274 720	144 321	121 810
3-669-40	Epidémies & Catastrophes	199 722	82 058	70 103
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		31 600 474	24 004 681	20 696 187
TOTAL MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT		119 926 752	83 328 024	70 018 109

DÉPLACEMENT & MISSION

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-627-40	Hébergement	65 724	65 724	65 724
3-628-10	Indemnité de déplacement	605 066	468 131	459 989
3-628-20	Frais de transport	1 475 982	1 107 732	981 131
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	4 679 486	4 365 995	4 190 247
3-629-55	Conférences et visites (déplacement)	42 925	37 260	37 260
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		6 869 183	6 044 842	5 734 351
DEPENSES DES MINISTERES				
2-613-22	Indemnité de Sport d'Elite	6 481	0	0
2-613-23	Indemnité de session	1 396 484	1 035 973	1 035 973
2-613-24	Indemnité Stages Pédagogiques	166 791	8 303	2 266
2-613-25	Primes de résultat	496 767	413 830	413 830
3-621-40	Carburants et lubrifiants	8 525 882	7 208 549	6 720 576
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	107 054	80 279	80 279
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	1 210	907	604
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	10 446 015	7 579 058	7 453 130
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	597 915	319 881	246 975
3-627-40	Hébergement	370 542	350 936	350 936
3-628-10	Indemnité de déplacement	6 915 721	4 689 222	4 652 026
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	85 048	25 740	25 740
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	43 475	20 597	19 700
3-628-14	Déplac. Examens Enseig.Normal	20 527	0	0
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	351 258	260 660	249 179
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	68 390	24 203	24 203
3-628-20	Frais de transport	8 114 604	5 777 016	5 692 864
3-628-22	Indemnité de mission	90 897	57 058	56 534
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	20 373	8 925	8 925
3-628-24	Frais Transport Enseig.Normal (examen	11 144	8 330	8 330
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	3 888 917	2 070 813	1 994 812
3-628-26	Frais de valise diplomatique	75 342	52 262	51 352
3-628-27	Fêtes armées	39 927	29 945	29 945
3-628-28	Transfert de détenus	3 404	2 553	2 553
3-628-29	Transport des retraités	184 714	144 430	144 430
3-628-31	Frais divers de transport à l'extérieur	165 711	123 601	123 601
3-628-32	Autres Dépenses de transport	79 950	59 866	59 866
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		42 274 543	30 352 938	29 448 629

DEPENSES DES E.P.A.				
3-628-10	Indemnité de déplacement	14 899	8 081	6 724
3-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	81 372	53 689	46 900
3-628-18	Déplac. Examens Enseig. Supérieur	1 000 810	687 626	674 173
3-628-20	Frais de transport	254 347	184 206	179 273
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		1 351 428	933 602	907 071
DEPENSES DES REGIONS				
3-621-40	Carburants et lubrifiants	813 281	530 972	430 497
3-621-41	Carburant lubrifiant Patrouille	221 854	114 947	98 912
3-621-42	Transp. Fonds (D.N.T.C.P.)	24 746	8 431	6 890
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	493 206	264 156	188 573
3-622-21	Frais d'entretien des véhicules	282 218	163 805	122 758
3-627-40	Hébergement	18 150	13 612	13 612
3-628-10	Indemnité de déplacement	969 877	572 872	492 157
3-628-11	Indemnité Dépl. Examen	54 679	46 274	39 574
3-628-13	Déplac. Examens Cycle II	248 319	230 714	215 251
3-628-17	Frais de transport enseig. second (exam	32 238	26 174	18 441
3-628-20	Frais de transport	2 821 013	1 594 511	1 285 349
3-628-21	Mission à l'Intérieur	284 065	155 333	98 266
3-628-23	Frais Transport Cycle II (examen)	16 470	13 498	11 711
3-628-25	Frais de transport à l'extérieur	41 000	15 000	15 000
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		6 321 116	3 750 300	3 036 991
TOTAL DÉPLACEMENT & MISSION		56 816 270	41 081 681	39 127 042

COMMUNICATION & ENERGIE

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-625-10	Electricité et eau	419 705	58 560	58 560
3-626-10	Redevances téléphoniques	151 987	16 387	16 387
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		571 692	74 948	74 948
DEPENSES DES MINISTERES				
3-625-10	Electricité et eau	14 812 563	11 060 557	10 692 145
3-625-11	Eau	5 174 974	3 760 275	3 699 023
3-626-10	Redevances téléphoniques	9 347 485	6 433 869	6 260 181
3-626-12	Frais d'internet	1 793 064	1 354 817	1 174 915
3-626-20	Frais postaux	729 317	573 008	532 315
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		31 857 403	23 182 526	22 358 579

DEPENSES DES E.P.A.				
3-625-10	Electricité et eau	895 875	710 689	678 597
3-625-11	Eau	118 966	81 464	77 463
3-626-10	Redevances téléphoniques	129 354	65 322	59 781
3-626-20	Frais postaux	8 266	2 000	2 000
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		1 152 461	859 475	817 840
DEPENSES DES REGIONS				
3-625-10	Electricité et eau	6 988 399	5 635 156	4 925 106
3-625-11	Eau	1 038 805	601 846	558 084
3-626-10	Redevances téléphoniques	3 113 597	1 506 255	1 236 614
3-626-12	Frais d'internet	71 000	53 174	48 241
3-626-20	Frais postaux	912	456	570
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		11 212 713	7 796 887	6 768 615
TOTAL COMMUNICATION & ENERGIE		44 794 269	31 913 836	30 019 982

AUTRES DÉPENSES

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-623-20	Progr. de Communication du Gouvernement	312 505	52 109	51 109
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	2 133 890	1 448 621	1 448 621
3-627-20	Frais de location logements baillés	600 000	137 958	136 458
3-629-07	Autres dépenses (DDR)	1 500 000	1 500 000	1 500 000
3-629-40	Dépenses électorales	28 700 000	10 237 239	6 657 298
3-629-41	Frais de contentieux	1 920 753	938 012	936 125
3-629-42	Autres dépenses (sécurité alimentaire)	0	0	0
3-629-44	Dépenses exceptionnelles	3 067 322	2 985 193	2 985 193
3-629-79	Dépenses non classées	1 228 941	804 546	804 546
3-661-10	Remboursement droits indûment perçus	1 300 000	212 957	212 957
3-663-10	Pertes aux changes	825 195	702 148	702 148
3-669-30	Liquidation du passif régulier	2 637 710	2 222 089	1 979 935
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		44 226 316	21 240 871	17 414 389
DEPENSES DES MINISTERES				
2-617-10	Dépense de formation	4 059 450	3 037 899	2 991 658
3-622-20	Entretien véhicule - réparation	2 177	1 540	1 540
3-622-30	Entretien des bâtiments	3 916 773	2 889 519	2 260 115
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	6 062 445	3 683 507	2 568 455
3-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	914 844	871 064	845 560
3-623-11	Frais de justice	390 500	79 956	79 956
3-623-21	Programme de Communication	865 348	417 868	290 085

3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	6 119 922	5 871 054	5 848 764
3-627-12	Frais de location salles de cours	0	0	0
3-627-20	Frais de location logements baillés	95 896	58 253	58 253
3-629-04	Autres dépenses (conférence Cours)	10 087	8 995	8 995
3-629-08	Autres dépenses (l. ctre extrém. viol.)	30 000	22 500	22 500
3-629-09	Autres Dépenses	19 884 102	14 166 886	13 774 013
3-629-13	Autres dépenses (grands prix)	20 000	5 000	5 000
3-629-14	Autres dépenses (festival ondes de liber	29 032	21 751	21 751
3-629-15	Autres dépenses (foires promot. comme	132 450	37 838	31 783
3-629-17	Autres dépenses (appui centres sportifs	9 502	6 184	6 184
3-629-19	Autres dépenses (assistance judiciaire)	170 000	57 124	57 124
3-629-22	Autres dépenses (soins médicaux)	877 446	876 638	876 638
3-629-33	Autres dépenses (aires protégées)	24 402	15 926	14 215
3-629-43	Autres dépenses (sécurité routière)	9 130	0	0
3-629-45	Autres dépenses (ISESCO)	40 797	30 495	24 921
3-629-46	Autres dépenses (achat livres)	30 054	22 527	22 527
3-629-47	Autres dépenses (initiatives cult. danses	28 898	17 693	17 693
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	3 075	2 306	2 306
3-629-49	Autres dépense (constr. citoyenne)	54 000	40 009	40 009
3-629-50	Autres dépenses (aide culture)	90 000	22 500	22 500
3-629-51	Autres dépenses (aide presse)	190 000	90 000	90 000
3-629-52	Autres dépenses (activités culturelles)	83 000	61 734	58 129
3-629-57	Autres dépenses (recueil)	108 172	108 052	107 776
3-629-58	Autres dépenses (Relations Institutions)	8 173	6 130	6 130
3-629-59	Autres dépenses (révision listes électorales	300 000	200 459	200 176
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	1 590 743	1 418 056	1 418 056
3-629-62	Autres dépenses (biennale artistique)	200 000	156 454	156 454
3-629-63	Autres dépenses (lutte ctre trav. efts)	30 000	21 492	17 423
3-629-64	Autres dépenses (appui CADD)	5 000	2 230	1 748
3-629-65	Autres dépenses (appui pyramide)	40 000	29 990	29 990
3-629-66	Autres dépenses (appui unités)	175 000	131 241	131 241
3-629-67	Autres dépenses (régie opérations)	400 000	300 000	300 000
3-629-68	Autres dépenses (renseignements)	200 000	150 000	150 000
3-629-73	Autres Dépenses (appui sports)	24 059	24 059	24 059
3-629-78	Autres dépenses (annuaires statistiques)	96 687	63 325	63 325
3-629-81	Autres dépenses (rencontre chasseurs O	10 000	7 487	6 887
3-629-82	Autres dépenses (appui Tour Afrique)	40 000	40 000	40 000
3-629-86	Autres Dépenses (dialogue social)	149 900	91 840	91 840
3-629-87	Autres Dépenses (journée africaine F.P.	8 640	6 480	6 480
3-629-88	Autres dépenses (quinzaine environnem	74 900	74 071	73 005
3-629-89	Autres dépenses (forum act. promot° inv	200 000	149 173	139 654
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		47 804 604	35 397 307	33 004 917

DEPENSES DES E.P.A.				
2-617-10	Dépense de formation	1 063 720	441 933	392 851
3-621-43	Forum des investisseurs	300 000	38 251	38 251
3-622-30	Entretien des bâtiments	10 000	6 750	4 980
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	374 911	292 323	165 469
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	624 963	430 191	388 881
3-629-09	Autres Dépenses	111 231	64 077	60 268
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		2 484 825	1 273 525	1 050 699
DEPENSES DES REGIONS				
2-613-21	Indemnité double vacation	20 744	20 588	20 588
2-617-10	Dépense de formation	5 000	3 201	3 201
2-617-12	Dépense de Formation initiale (Enseig.	57 404	18 385	15 338
2-617-13	Dépense de Formation continue (Enseig	29 208	8 869	7 376
2-617-14	Dépense de Formation (Coord. Stuct. Pe	148 795	55 128	45 925
2-617-15	Dépense de Formation (Curriculum Seco	43 096	10 697	9 612
2-617-16	Dépense de Formation (Curriculum Fond	384 659	172 702	138 634
2-617-17	Dépense de Formation initiale des ensei	268 161	129 218	104 697
2-617-18	Dépense de Formation continue des ens	502 698	286 216	237 526
3-622-30	Entretien des bâtiments	3 350 793	1 959 286	1 274 568
3-622-31	Entretien courant des bâtiments	849 051	602 735	486 923
3-622-32	Entretien courant des écoles	1 227 736	918 363	727 169
3-623-21	Programme de Communication	31 183	15 791	12 946
3-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	26 250	0	0
3-627-20	Frais de location logements baillés	20 000	0	0
3-628-20	Frais de transport	3 500	2 623	2 623
3-629-01	Autres dépenses (CROCSAD)	35 818	11 114	10 364
3-629-09	Autres Dépenses	573 712	400 405	340 559
3-629-48	Autres dépenses (cérémonie militaire)	5 382	4 037	4 037
3-629-60	Autres Dépenses de Sécurité	175 244	19 657	16 854
3-629-80	Autres Dépenses de mat. (Etudes Coll. S	8 992	2 582	2 329
3-669-30	Liquidation du passif régulier	611 954	306 345	244 402
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		8 379 380	4 947 940	3 705 668
TOTAL AUTRES DÉPENSES		102 895 125	62 859 643	55 175 673

BOURSES

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	1 429 100	722 961	721 161
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		1 429 100	722 961	721 161
DEPENSES DES E.P.A.				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	12 040 989	11 487 186	11 465 713
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		12 040 989	11 487 186	11 465 713
DEPENSES DES REGIONS				
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	666 435	610 185	606 230
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		666 435	610 185	606 230
TOTAL BOURSES		14 136 524	12 820 332	12 793 104

EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
5-211-20	Etudes et recherches	3 807 266	3 139 900	2 816 411
5-231-10	Travaux et constructions	250 000	218 701	16 370
5-234-10	Dépenses en Investissement	1 772 656	865 944	865 944
5-234-11	Dépenses en investissement diverses	49 298 492	16 660 084	15 790 930
5-234-40	Dépenses en Invest. (PR, Préfets, Sous-	2 400 000	0	0
5-234-47	Dépenses en Investissement (inondation	0	0	0
5-234-56	Dépenses en investissement (CNOSAF	3 117 215	3 117 215	3 117 215
5-260-00	Participation financière	10 118 700	8 151 989	8 151 989
5-264-10	Reliquat/Marchés sur Exerc. Anter.	0	0	0
5-661-20	Dépenses fiscales (Rembours. Exonérat	6 000 000	2 922 546	2 900 999
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		76 764 329	35 076 378	33 659 858
DEPENSES DES MINISTERES				
5-211-20	Etudes et recherches	1 792 377	1 432 500	1 406 334
5-211-21	Etudes et recherches (CNS)	25 000	2 483	2 483
5-231-10	Travaux et constructions	2 400 000	1 237 705	396 597
5-231-35	Sécurisat° travaux route Taoussa	2 392 660	1 794 495	1 794 495
5-231-36	Sécurisat° travaux route Goma Coura/N	1 104 000	828 000	828 000
5-234-10	Dépenses en Investissement	21 977 042	9 002 717	7 063 266
5-234-30	Dépenses en Investissement (Alevins)	1 500 000	429 371	429 371
5-234-31	Dépenses en investissement (Equipeme	14 363 943	10 684 140	8 700 024
5-234-32	Dépenses en Investissement (Monture)	859 000	644 250	644 250
5-234-37	Dépenses en Investissement (Matériel M	78 922 599	64 539 770	58 585 477
5-234-43	Dépenses en Invest. (contrepartie B.S.I.	982 555	190 452	161 771

5-234-44	Dépenses en Invest. (Fonds Nat. Agr.)	5 000 000	5 000 000	5 000 000
5-234-45	Dépenses en Invest. (Fonds Appui auton	600 000	585 828	583 960
5-234-46	Dépenses en Invest. (Fonds comp. inov.	2 333 000	65 006	56 333
5-234-49	Dépenses en Investissement (Opérat° M	18 552 244	17 912 193	16 675 242
5-234-50	Dépenses en Invest. (Insémination)	1 130 376	32 496	32 496
5-234-51	Dépenses en Invest. (. volaille)	1 000 000	10 000	0
5-234-52	Dépenses en Invest. (matériel didactique	3 187 358	1 498 517	699 179
5-234-54	CPR et équipement agricole	1 500 000	0	0
5-234-55	Appui villages ruraux et aménagement	1 500 000	671 042	671 042
5-243-10	Matériel de transport	0	0	0
5-621-20	Dépenses en Invest. (Besoins nouveaux	2 222 567	0	0
5-629-10	Equipements Services Sécurité	9 306 278	6 485 067	4 862 808
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		172 650 999	123 046 031	108 593 126
DEPENSES DES E.P.A.				
5-211-20	Etudes et recherches	1 467 301	640 979	512 801
5-234-10	Dépenses en Investissement	16 458 356	11 587 459	10 591 969
5-621-12	Sécurisation des dépôts	150 000	112 500	112 500
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		18 075 657	12 340 937	11 217 270
DEPENSES DES REGIONS				
5-211-20	Etudes et recherches	2 370	1 778	1 778
5-211-22	Etudes et recherches (formation)	27 073 432	26 076 903	23 160 193
5-234-10	Dépenses en Investissement	115 000	0	0
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		27 190 802	26 078 680	23 161 970
TOTAL EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT		294 681 787	196 542 027	176 632 224

TRANSFERT ET SUBVENTION

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
3-669-10	Restructuration des Entreprises Publique	2 000 000	1 000 000	1 000 000
4-631-13	Personnel E.P.A.	1 000 440	0	0
4-632-03	Avance District de Bamako (Entretien)	4 000 000	2 981 501	2 981 501
4-632-17	Subvention (Intrants)	5 587 825	5 587 823	5 587 823
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	3 789 319	2 695 491	0
4-643-10	Participation au fonctionnement	11 341 833	8 547 727	6 976 835
4-643-18	Participation au fonctionnement (Struct.	1 000 000	836 644	764 934
4-643-19	Participation au fonctionnement (Fond d	3 561 481	117 357	93 730
4-643-29	Participation au fonctionnement (CNOSA	0	0	0
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	1 137 184	0	0
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	241 756	229 931	224 920
4-649-20	Filet Social Ajustement	10 500 000	5 443 841	4 612 933
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		44 159 838	27 440 315	22 242 677

DEPENSES DES MINISTÈRES				
2-615-20	Frais d'hospitalisation	784 661	589 404	586 235
2-619-03	Entretien Entraîneur National	598 708	462 823	461 783
4-221-03	Appui Fonct. Antennes Douanes à l'Exté	11 458	8 594	7 161
4-221-06	Appui fonct. secrétariat fonds eau	17 430	13 072	8 615
4-221-08	Appui Cellule passation marchés	100 000	64 664	50 519
4-221-09	Appui plan d'action microfinances	100 000	0	0
4-622-10	Appui fonct. associations religieuses	50 000	42 369	37 401
4-631-10	Subvention aux organismes publics	3 657 164	2 417 227	2 160 498
4-631-13	Personnel E.P.A.	50 000	25 000	3 799
4-631-20	Subvent. aux organismes publics (Prog.	604 858	496 031	24 317
4-631-21	Subvent. aux organismes publics (Prog.	1 227 671	825 197	805 939
4-631-23	Subvt° organismes pub.(lutte contre mal	245 953	196 393	166 067
4-631-32	Subvention aux organismes publics (Coo	158 683	130 238	115 452
4-631-33	Subvention aux organismes publics (GZI	16 000	10 943	10 943
4-631-38	Subvention Haut Conseil Maliens de l'Ex	58 100	43 575	43 575
4-631-50	Subvent° aux org. pub. (Santé de reprod	102 300	49 418	31 693
4-631-55	Subvention aux org. pub. (appui SIGTAS	75 000	0	0
4-631-56	Subvention aux org. pub. (appui PRDEP	40 000	39 136	38 286
4-631-60	Subvention aux org. pub. (activités agric	200 000	200 000	200 000
4-631-61	Subvention aux org. pub (EID)	80 000	60 000	60 000
4-631-62	Subvention aux org. pub (journée Afr. ph	65 000	5 571	5 571
4-632-00	Avance EDM	25 000 000	25 000 000	25 000 000
4-632-13	Subvention (appui PPM)	59 435	0	0
4-632-14	Subvention (pôle mère-enfant)	30 000	0	0
4-632-17	Subvention (Intrants)	36 720 875	32 198 958	32 198 952
4-632-18	Subvention (Mutuelle)	586 437	378 067	218 843
4-632-20	Subvention (C.L.C.C.D.F)	70 550	44 839	44 839
4-632-21	Subvention (clinique opht. Mali-Cuba)	25 000	0	0
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	1 031 326	742 041	710 329
4-632-52	Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mon	114 940	78 015	77 804
4-632-53	Subvention (appui centre saisie fichier e	57 270	35 267	35 267
4-632-54	Subvention (appui INA)	80 000	75 393	75 361
4-632-55	Subvention (appui SIAO)	30 000	17 651	15 174
4-632-56	Subvention (appui PONA V)	19 800	14 810	14 713
4-632-57	Subvention (appui ONAV)	30 000	22 497	21 964
4-632-58	Subvention (appui salon élevage)	60 000	60 000	60 000
4-632-59	Subvention (organisat° journées)	30 000	15 000	15 000
4-632-60	Subvention pèlerinage (L. S. Islam)	701 460	701 301	701 301
4-632-61	Subvention pèlerinage (Cathol. Kita)	40 000	10 000	10 000
4-632-62	Subvention (activités CMU)	100 000	14 701	2 040
4-632-63	Subvention (activités spécifiques)	80 000	36 575	34 380
4-632-64	Subvention (plan act° hum.)	60 000	44 998	37 258
4-632-65	Subvention (plan act° PESS)	60 000	15 001	0
4-639-10	Participation au fonctionnement (PRODE	936 087	689 066	658 120
4-639-14	Participat° au fonctionnement (système	61 103	40 081	40 081
4-639-17	Subvention (artisans)	49 800	37 271	37 271
4-639-18	Participation au fonctionnement (CNT N	124 500	92 659	76 678
4-639-19	Participation au fonctionnement (CNELA	17 719	10 555	5 070
4-639-23	Participation au fonctionnement	6 000	4 500	4 500
4-641-00	Appui informatisation CAISEF	250 000	170 732	87 521
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	417 178	306 411	237 702
4-641-12	Participation au fonctionnement (SIGTAS	1 207 650	903 869	625 052
4-641-13	Appui fonctionnement cellule CSLP	428 985	218 848	213 085
4-641-14	Appui éducation de base	28 020	4 868	0

4-641-15	Appui enseignement secondaire	763	0	0
4-641-16	Appui CENESS	60 000	40 303	39 152
4-641-17	Appui fonct. comité viabilité dette publique	33 200	23 573	21 480
4-641-18	Appui fonctionnement CAISFF	382 020	277 429	268 729
4-641-19	Appui fonct. CARFIP	415 000	236 761	226 968
4-641-21	Appui fonct. CCS/SFD	279 750	133 529	113 492
4-641-23	Appui fonct. comm. nat. droits de l'homme	21 176	12 445	11 805
4-641-24	Appui fonct. comm. nat. de OHADA	1 617	1 213	1 213
4-641-25	Appui fonct. comm. ch. travaux d'int. gl.	809	607	607
4-641-26	Appui fonct. comm. ch. médiation pénal	809	607	607
4-641-27	Appui Etat Civil	200 896	150 605	64 153
4-641-28	Appui PNEC	13 537	10 152	10 152
4-641-29	Appui GM/HCI	9 369	7 020	7 020
4-641-31	Appui Unité Suivi Stratég. Secteur Finan	175 000	131 242	115 712
4-641-33	Appui PAGAMGFP (VG)	45 000	45 000	45 000
4-641-35	Appui PAGAMGFP (CAISFF)	285 000	219 230	99 008
4-641-36	Appui PAGAMGFP (CF/AN)	45 000	0	0
4-641-39	Appui PAGAMGFP (CGSP)	293 000	201 250	143 388
4-641-40	Appui PAGAMGFP (CNSC)	110 000	110 000	110 000
4-641-41	Appui PAGAMGFP (DGABE)	250 000	35 258	35 258
4-641-42	Appui PAGAMGFP (DGB)	251 000	98 153	72 487
4-641-45	Appui PAGAMGFP (DGCE)	30 000	19 027	19 027
4-641-46	Appui PAGAMGFP (DGD)	130 000	73 034	40 100
4-641-47	Appui PAGAMGFP (DGDP)	10 000	4 335	4 335
4-641-48	Appui PAGAMGFP (DGI)	450 000	19 017	4 550
4-641-52	Appui PAGAMGFP (DGMP/DSP)	110 000	77 912	76 337
4-641-53	Appui PAGAMGFP (DNCF)	65 000	49 004	12 667
4-641-55	Appui PAGAMGFP (DNCT/CNFL)	95 000	20 600	20 600
4-641-56	Appui PAGAMGFP (DNDC)	200 000	15 121	9 121
4-641-57	Appui PAGAMGFP (DNI)	0	0	0
4-641-58	Appui PAGAMGFP (DNPD)	140 000	57 838	52 057
4-641-60	Appui PAGAMGFP (DNTCP)	371 000	133 909	107 512
4-641-62	Appui PAGAMGFP (DRH-SDEF)	30 000	14 013	0
4-641-63	Appui PAGAMGFP (IF)	48 000	47 247	47 247
4-641-64	Appui PAGAMGFP (SC/CS)	220 000	96 230	83 807
4-641-65	Appui PAGAMGFP (CARFIP)	365 000	178 091	142 112
4-641-70	Appui fonctionnement CERCAP	17 430	11 012	11 012
4-641-76	Appui PAMORI	210 000	112 768	111 025
4-641-77	APPUI PAGAMGFP (CDI)	62 000	0	0
4-641-78	Appui fonctionnement (CSPP)	170 300	113 884	101 934
4-641-79	APPUI PAGAMGFP (CADD/MEF)	30 000	30 000	30 000
4-641-80	APPUI PAGAMGFP (CADD/MEN)	90 000	22 941	22 941
4-641-81	APPUI PAGAMGFP (CADD/MS)	130 000	33 600	33 600
4-641-82	APPUI PAGAMGFP (ARCH. NUM)	0	0	0
4-642-11	Organisation championnats	33 200	24 250	24 250
4-642-20	Subvention Enseig. Privé	2 711 318	2 556 925	2 556 925
4-643-10	Participation au fonctionnement	9 805 755	7 003 403	5 256 259
4-643-14	Transfert en Invest. (Compte spécial Or	109 505	81 494	79 995
4-643-16	Participation au fonctionnement (CIGEM	53 950	36 870	36 870
4-643-21	Participat° au fonct. (Activités sport. inter	800 000	793 784	793 784
4-643-22	Bourses & Alloc. d'Etudes	72 248	32 771	32 771
4-643-23	Participation au fonctionnement (MAEP)	59 748	59 747	59 747
4-643-24	Participation au fonctionnement (indemn	779 100	544 778	535 209
4-643-25	Participat° au fonct. (sect. tech. orient.)	124 393	93 273	93 273
4-643-27	Participat° au fonct. (déléгат° minist./inst	117 600	71 663	71 663

4-643-30	Participation au fonctionnement (CHEF F	500 000	375 000	375 000
4-643-31	Participat° au fonct. (préparat° suivi budg	872 399	383 164	330 775
4-643-33	Participation au fonctionnement (KR2)	4 750	2 350	2 350
4-643-34	Participation au fonctionnement (EAM)	0	0	0
4-643-35	Participation au fonctionnement (Comité	40 000	11 137	10 400
4-644-10	Subvention césarienne	1 147 742	612 167	590 305
4-644-11	Subvention femmes cancéreuses	299 285	63 937	63 937
4-644-12	Subvention CADD	51 150	32 788	10 453
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	1 247 954	1 152 826	1 152 826
4-645-21	Contribut° au fonct. organisations interna	7 862 816	5 825 913	5 693 326
4-645-33	Contribution (formation)	51 250	38 438	38 438
4-645-34	Contribut° au fonct. des org (enquête UE	10 000	5 000	5 000
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	907 680	625 146	605 514
4-649-14	Dépenses diverses de transfert (ACODE	59 137	39 657	38 657
4-649-15	Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyg	322 419	163 537	76 359
4-649-16	Lutte contre les IST/SIDA	2 580 525	1 690 588	1 409 031
4-649-18	Subvention lutte contre Dracunculose	15 345	11 402	11 402
4-649-30	Assistance Technique	243 815	182 861	182 861
4-650-02	Appui jeunesse	24 000	11 185	9 050
4-650-03	Subvention tuberculose	75 000	34 866	32 995
4-650-04	Appui Justice (traite personne)	200 000	149 246	149 246
4-650-05	Appui (CIGMA)	15 585	7 151	7 151
4-650-06	Appui (Com. reform. sect. sécurité)	22 000	16 470	16 282
4-650-07	Appui (AGEFAU)	9 000	6 739	6 042
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		113 832 466	93 268 115	88 750 518
DEPENSES DES E.P.A.				
4-221-05	Participation au fonctionnement (C.Stat.	156 000	117 000	117 000
4-221-07	Appui fonct. secrétariat fonds climat	20 000	8 893	8 893
4-221-10	Appui RAMED	1 143 429	56 411	53 395
4-631-10	Subvention aux organismes publics	30 968 265	22 699 537	20 252 613
4-631-11	Subvention aux organismes publics (dial	1 534 500	1 335 936	703 118
4-631-12	Participation Rech. Agronomique	282 572	210 921	207 097
4-631-13	Personnel E.P.A.	26 734 524	25 001 651	18 493 229
4-631-14	Electricité & Téléphone	7 704 526	5 361 712	5 020 028
4-631-16	Subvention E.P.A.	853 000	629 331	622 410
4-631-17	Subvention E.P.A.	1 248 875	1 185 833	1 185 833
4-631-18	Heures supplémentaires (cours)	504 849	248 866	248 866
4-631-19	Personnel bi-appartenant	1 163 150	841 748	804 920
4-631-27	Subvention aux organismes pub. (appui	200 000	199 976	199 976
4-631-28	Subvention aux organismes pub.(produc	40 000	19 486	19 486
4-631-30	Subvention aux organismes (volontariat	300 071	150 036	150 036
4-631-34	Subvention aux organismes publics (cré	62 182	46 637	46 637
4-631-35	Subvention aux organismes publics (pro	6 739	2 040	2 040
4-631-37	Subvention Caisse de Sécurité	37 508 640	37 508 640	37 508 640
4-631-39	Subvention Bande Ku	200 000	0	0
4-631-40	Subvention aux organimes publics (radio	500 800	321 436	167 924
4-631-41	Subvention aux organismes pub. (afflux	12 668	6 334	0
4-631-42	Subvention aux org. pub. (produits de ce	10 019	5 007	5 007
4-631-45	Subvention (gest° marché poisson)	55 000	37 515	36 227
4-631-48	Subvention (entretien bâtiments)	40 000	25 983	20 000
4-631-52	Subvention aux org. pub. (maintenance)	20 000	19 885	5 900
4-631-53	Sub. aux org. pub. (champions league E	515 000	515 000	515 000
4-631-59	Subvention aux org. pub. (frais examen)	50 000	45 120	45 120
4-632-19	Subvention (réinsert° Jeunes)	263 934	197 951	197 951

4-639-12	Participation au fonct. réseau intranet CI	12 141	5 000	5 000
4-639-14	Participat° au fonctionnement (système	77 458	46 325	35 076
4-639-20	Contribution au fonct. (surv. aéroport.)	300 000	225 000	225 000
4-641-37	Appui PAGAMGFP (CFCT)	100 000	63 176	55 955
4-641-38	Appui PAGAMGFP (CFD)	25 000	19 000	19 000
4-641-69	Appui formation CFD	450 000	212 000	64 800
4-641-72	APPUI PAGAMGFP (ARMDS)	20 000	20 000	20 000
4-643-11	Appui Promot. Gaz Butane	5 174 000	3 878 090	3 878 090
4-643-26	Participation au fonctionnement (CAMES	90 000	65 686	52 970
4-644-13	Subvention produits anesthésiques	262 121	138 913	54 759
4-645-20	Contribution au fonct. des organismes	17 450	4 750	3 250
4-645-30	Contribution au fonct. des organismes (R	5 073	5 072	5 072
4-645-32	Contribut° au fonct. des org. (T.U.Q.P.P.	32 000	24 000	24 000
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	1 385 604	757 187	632 556
4-649-17	Subvt° organismes pub. (hôpitaux région	254 786	197 635	97 320
TOTAL DEPENSES DES E.P.A.		120 304 376	102 460 719	91 810 194
DEPENSES DES REGIONS				
4-221-04	Appui Fonctionnement (CADJ)	22 515	13 354	10 522
4-631-10	Subvention aux organismes publics	555 423	304 276	251 841
4-631-19	Personnel bi-appartenant	32 167	6 660	6 660
4-631-21	Subvent. aux organismes publics (Prog.	91 235	41 085	32 936
4-631-23	Subvt° organismes pub.(lutte contre mal	1 080 004	773 924	701 273
4-632-50	Subvention aux organismes non publics	135 584	68 875	63 630
4-641-11	Appui structures de tutelle des collectivités	356 369	226 429	193 778
4-641-14	Appui éducation de base	208 735	132 990	65 495
4-643-10	Participation au fonctionnement	157 001	104 591	78 375
4-644-10	Subvention césarienne	976 366	394 680	355 980
4-649-10	Dépenses diverses de transfert	7 535 039	4 082 919	3 658 500
4-649-15	Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyg	619 400	395 073	345 839
4-649-19	Lutte contre Palu. malnutrit° promot° Hyg	7 881	5 911	5 911
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		11 777 719	6 550 766	5 770 741

DETTES

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
1-150-10	Règlement de dettes suite à emprunt	97 629 000	52 000 245	52 000 245
1-150-11	Règlement principal dettes intérieures	58 371 000	41 148 515	41 148 515
1-650-00	Frais financiers	28 514 000	17 658 029	17 658 029
1-650-10	Frais financiers dette intérieure	35 013 000	26 479 352	26 479 352
3-669-20	Apurement du passif	21 620 675	21 364 845	21 357 062
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		241 147 675	158 650 985	158 643 203
TOTAL DETTES		241 147 675	158 650 985	158 643 203

BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS SPÉCIAUX

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES BUDGETS ANNEXES				
7-211-20	Etudes et recherches	2 747 500	1 923	1 923
7-231-10	Travaux et constructions	322 500	59 755	59 755
7-231-11	Réfection et réparation	155 000	40 948	11 339
7-234-10	Dépenses en Investissement	5 923 000	121 010	73 606
7-241-10	Mobilier et équipement de bureau	111 438	30 882	13 231
7-243-10	Besoins nouveaux en véhicules des Structure	275 700	0	0
7-244-10	Matériel technique, installation et outillage	5 000	0	0
7-295-10	Prêts et avances au Personnel	161 000	71 753	58 549
7-611-00	Personnel	1 800 500	736 750	336 591
7-611-20	Heures Supplémentaires	15 000	4 475	0
7-617-10	Dépense de formation	415 000	31 837	19 635
7-619-09	Autres dépenses de personnel	710 000	112 322	112 322
7-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des serv	641 000	75 730	75 694
7-621-40	Carburants et lubrifiants	450 000	77 533	41 994
7-622-10	Entretien matériel de bureau	56 000	10 886	5 293
7-622-11	Entretien du matériel technique	5 000	0	0
7-622-20	Entretien véhicule - réparation	250 000	19 567	19 559
7-622-30	Entretien des bâtiments	88 500	20 826	20 826
7-622-31	Entretien courant des bâtiments	40 000	13 348	9 398
7-623-10	Honoraires et frais d'étude administrative	59 000	17 845	17 845
7-625-10	Electricité et eau	159 745	45 417	45 417
7-626-10	Redevances téléphoniques	46 050	9 394	9 394
7-627-10	Frais location bâtiments adminis. baillés	424 050	148 351	70 884
7-628-10	Indemnité de déplacement	468 000	111 936	111 936
7-628-15	Indemnité de déplacement à l'extérieur	10 000	0	0
7-628-20	Frais de transport	194 250	43 590	22 917
7-628-25	Frais de transport à l'extérieur	173 000	6 359	6 359
7-629-09	Autres Dépenses	1 703 150	189 474	183 245
7-629-11	Achats de médicaments	77 450	8 048	2 963
7-645-20	Contribution au fonct. des organismes	433 000	211 500	210 500
7-646-30	Subvention (entrepôts Mauritanie)	250 000	125 000	62 500
7-646-31	Subvention Entrepôts Guinée	185 000	113 397	60 000
7-646-32	Subvention Entrepôts Ghana	120 000	60 000	60 000
7-649-10	Dépenses diverses de transfert	708 250	233 986	233 939
7-649-11	Dépenses diverses de transfert (frais sco	96 000	14 249	14 249
7-650-00	Frais financiers	28 573	2 746	2 746
7-661-10	Remboursement crédit TVA	76 035 000	55 689 667	55 687 961
TOTAL DEPENSES BUDGETS ANNEXES		95 342 656	58 460 505	57 662 570
TOTAL BUDGETS ANNEXES CPTES ET FONDS S		95 342 656	58 460 505	57 662 570

BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR				
5-211-20	Etudes et recherches	6 145 000	2 174 123	1 105 410
5-231-10	Travaux et constructions	104 261 441	59 337 926	55 478 362
5-234-10	Dépenses en Investissement	148 850 549	89 837 678	68 812 490
5-234-35	Dépenses en Invest. (frais maint. équip.	3 050 000	2 060 778	2 060 778
5-234-58	Dépenses en investissement (BSI)	2 951 801	2 951 801	2 951 801
5-243-10	Matériel de transport	200 000	0	0
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	20 561 709	15 017 757	12 790 667
5-649-10	Fonctionnement lié à l'investissement	170 000	168 271	127 479
TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR		286 190 500	171 548 334	143 326 987
B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)				
5-211-20	Etudes et recherches	100 000	99 658	39 610
5-234-10	Dépenses en Investissement	11 150 000	5 278 146	2 706 218
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	150 000	148 065	134 742
TOTAL B.S.I. FINANCEMENT INTERIEUR (REGIONS)		11 400 000	5 525 870	2 880 570
TOTAL BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR		297 590 500	177 074 204	146 207 557

APPUI BUDGÉTAIRE

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES DES MINISTERES				
5-234-10	Dépenses en Investissement	9 507 668	3 039 545	2 261 020
5-629-11	Fonctionnement lié à l'investissement	4 888 723	273 876	177 826
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		14 396 391	3 313 420	2 438 847
DEPENSES DES REGIONS				
2-617-10	Dépense de formation	532 000	199 114	96 955
3-621-10	Dépenses Matériel-fonctionnement des s	2 130 358	1 050 427	990 028
5-234-10	Dépenses en Investissement	4 348 918	2 621 939	2 158 613
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		7 011 276	3 871 480	3 245 595
TOTAL APPUI BUDGÉTAIRE		21 407 667	7 184 900	5 684 442

PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)

LIBELLES		DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
DEPENSES CHARGES COMMUNES				
2-619-96	Personnel (coll.)	2 196	0	0
TOTAL DEPENSES CHARGES COMMUNES		2 196	0	0
DEPENSES DES MINISTERES				
2-619-96	Personnel (coll.)	1 600 000	13 474	13 474
2-619-97	Personnel (appui éducation de base col	4 669 409	176 959	92 815
TOTAL DEPENSES DES MINISTERES		6 269 409	190 433	106 289
DEPENSES DES REGIONS				
2-619-95	Personnel (Santé coll.)	6 277 694	4 752 273	4 385 910
2-619-97	Personnel (appui éducation de base col	93 162 583	80 338 229	71 693 153
2-619-98	Personnel (appui enseig. secondaire coll	14 804 478	10 995 066	8 876 785
TOTAL DEPENSES DES REGIONS		114 244 755	96 085 568	84 955 849
TOTAL PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)		120 516 360	96 276 001	85 062 138
TOTAL BUDGET D'ETAT		2 038 547 012	1 433 486 947	1 267 945 511

4. Analyse de l'exécution du budget par fonction (Sans BSI financement extérieur) :

La situation d'exécution du budget d'Etat, par fonction ainsi que la représentation graphique correspondante se présentent comme suit.

Tableau n°14 : Exécution du budget d'Etat par fonction

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	DOTATIONS BUDGETAIRES	DOTATIONS BUDGETAIRES REVISÉES	CREDITS LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION (%)
Administration Générale et Diplomatie	257,649	273,415	153,305	56,07%
Défense et Sécurité	333,789	345,611	247,920	71,73%
Education Nationale	340,011	360,007	219,512	60,97%
Santé	142,261	120,446	52,501	43,59%
Secteurs Sociaux	94,220	96,167	72,169	75,05%
Infrastructures	394,202	407,312	250,187	61,42%
Dettes	219,527	219,527	137,286	62,54%
Dotations non Réparties	205,372	216,063	135,064	62,51%
TOTAL	1 987,031	2 038,548	1 267,944	62,20%

Les taux d'exécution du budget par fonction les plus élevés à la date du 30 septembre 2017 sont enregistrés au niveau des secteurs sociaux (75,05%), de la défense et de la sécurité (71,73%), de la dette (62,54%), des dotations non réparties (62,51%), des infrastructures (61,42%) et de l'éducation nationale (60,97%).

Le taux d'exécution du budget des secteurs sociaux (autres que l'Education et la Santé), de 75,05% contre 84,00% à la même période en 2016, s'explique essentiellement par les dépenses de transfert et subvention, de personnel et d'investissement.

Le taux d'exécution élevé des dépenses de la fonction « dette » (62,54% contre 60,42% en 2016) s'explique par le service de la dette intérieure.

La fonction « défense et sécurité) enregistre un taux d'exécution de dépenses de 71,73% contre 63,08% à la même période en 2016 qui se justifie principalement par la prise en charge des dépenses de personnel, de matériel et fonctionnement et d'équipement-investissement en faveur des forces armées et de sécurité.

Le niveau d'exécution de 62,51%, contre 60,42% à la même période en 2016, des dotations non réparties est essentiellement imputable aux dépenses des budgets annexes, comptes et fonds spéciaux, aux transferts et subventions, aux dépenses en équipement et investissement et celles liées au remboursement de la dette.

Malgré son niveau élevé, le taux d'exécution des dépenses de la fonction « éducation nationale » sont en baisse par rapport à la même période en 2016 passant de 68,08% en 2016 à 60,97%. Les dépenses de la fonction « éducation nationale » se composent essentiellement de charge de personnel de l'Etat et des collectivités territoriales, de bourses, de matériels et fonctionnement des services et d'équipement/investissement.

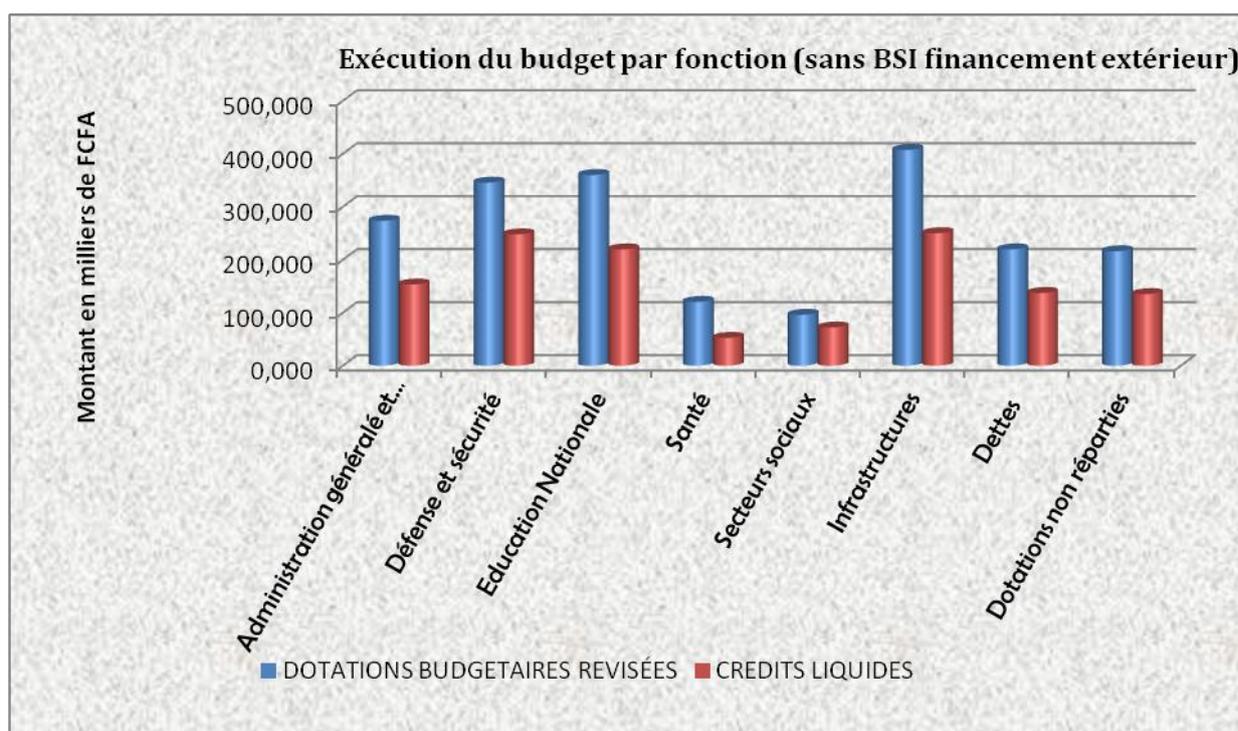
Quant à la fonction « infrastructures » son niveau d'exécution à la même période est passé de 60,86% en 2016 à 61,42% en 2017. Elle se compose essentiellement de transfert et subvention, de dépenses de comptes et fonds spéciaux du secteur agricole, de charges salariales et d'investissements dans le secteur de l'urbanisme et des travaux publics.

Le taux d'exécution des dépenses de la fonction « santé » a également enregistré une baisse par rapport à la même période en 2016, passant de 43,59% à 49,09%. Ces dépenses comprennent fondamentalement de transfert et subvention, de charges de personnel de l'Etat et des collectivités territoriales, de matériel et fonctionnement.

Quant au niveau d'exécution de la fonction « administration générale et diplomatie », elle est en baisse (56,07% contre 59,18% en 2016). Cette fonction est constituée par les dépenses de personnel, d'équipement et d'investissement, de communication et énergie, de transfert et subvention et de déplacement et mission.

Ci-dessous, la représentation graphique de l'exécution du budget par fonction (sans BSI financement extérieur) :

Graphique n°7 : exécution du budget par fonction (sans BSI financement Extérieur)



5. Détail de l'exécution des dépenses par section sans le BSI financement extérieur :

L'exécution des dépenses du Budget d'Etat sans le BSI financement extérieur au 30 septembre 2017 par section comptable (Charges Communes, Ministères, Institutions, Etablissements Publics, Régions, Budgets Annexes, Comptes et Fonds Spéciaux) est ci-après résumée:

Tableau n°15 : exécution détaillée des dépenses par section

(En milliers de FCFA)

	LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES	CREDITS ENGAGES	CREDITS LIQUIDES
990	CHARGES COMMUNES			
	Personnel	24 028 359	11 965 795	11 846 075
	Matériel & Fonctionnement	11 294 534	6 034 415	4 543 308
	Déplacement & Mission	6 869 183	6 044 842	5 734 351
	Communication & Energie	571 692	74 948	74 948
	Autres Dépenses	44 226 316	21 240 871	17 414 389
	Equipement et Investissement	76 764 329	35 076 378	33 659 858
	Transfert et Subvention	44 159 838	27 440 315	22 242 677
	Dettes	241 147 675	158 650 985	158 643 203
	BSI Financement Intérieur	23 365 000	12 060 778	12 060 778
	Personnel (Collectivité)	2 196	0	0
		472 429 122	278 589 327	266 219 587
110	ASSEMBLEE NATIONALE			
	Personnel	2 448 000	2 448 000	1 964 011
	Matériel & Fonctionnement	3 697 695	2 945 537	2 945 537
	Déplacement & Mission	5 844 284	4 383 213	4 383 213
	Communication & Energie	591 656	591 656	591 656
	Autres Dépenses	849 601	812 201	812 201
	Equipement et Investissement	1 226 600	1 011 850	1 011 850
	Transfert et Subvention	1 720 528	1 256 646	1 256 646
		16 378 364	13 449 102	12 965 113
120	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
	Personnel	1 517 641	1 515 033	1 094 955
	Matériel & Fonctionnement	1 288 161	1 080 533	863 000
	Déplacement & Mission	1 887 606	1 801 997	1 790 125
	Communication & Energie	1 948 256	1 784 088	1 784 088
	Autres Dépenses	3 549 374	3 357 179	3 147 779
	Equipement et Investissement	300 000	236 076	236 075
	Transfert et Subvention	535 000	401 090	378 436
	BSI Financement Intérieur	478 000	347 667	175 000
		11 504 038	10 523 663	9 469 459

(En milliers de FCFA)

130	PRIMATURE			
	Personnel	1 568 296	1 512 023	1 053 806
	Matériel & Fonctionnement	1 005 899	765 765	670 083
	Déplacement & Mission	928 449	686 689	684 660
	Communication & Energie	2 495 846	1 386 555	1 306 608
	Autres Dépenses	1 818 397	1 449 294	1 152 601
	Equipement et Investissement	104 253	77 953	77 953
	Transfert et Subvention	440 135	295 477	236 729
	BSI Financement Intérieur	620 000	341 487	126 698
		8 981 275	6 515 242	5 309 138
131	DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
	Personnel	66 816	33 408	43 480
	Matériel & Fonctionnement	65 000	48 701	48 701
	Déplacement & Mission	30 581	21 961	21 961
	Communication & Energie	65 000	28 217	23 354
	Autres Dépenses	345 119	233 840	230 430
		572 516	366 128	367 926
140	COUR CONSTITUTIONNELLE			
	Personnel	221 403	221 403	181 818
	Matériel & Fonctionnement	74 865	58 536	52 141
	Déplacement & Mission	201 986	103 466	103 344
	Communication & Energie	148 728	110 725	93 136
	Autres Dépenses	201 470	128 158	118 789
	Equipement et Investissement	50 000	32 346	31 585
	Transfert et Subvention	35 000	26 246	26 246
	BSI Financement Intérieur	200 000	100 000	100 000
		1 133 452	780 880	707 058
150	COUR SUPREME			
	Personnel	1 026 595	985 940	721 051
	Matériel & Fonctionnement	211 114	121 263	118 391
	Déplacement & Mission	230 000	140 272	140 272
	Communication & Energie	68 491	63 169	62 557
	Autres Dépenses	336 119	216 718	210 531
	Equipement et Investissement	15 000	5 201	5 201
	Transfert et Subvention	224 500	96 230	83 807
	BSI Financement Intérieur	700 000	0	0
		2 811 819	1 628 792	1 341 809
155	HAUTE COUR DE JUSTICE			
	Personnel	253 500	253 500	169 252
	Communication & Energie	66 250	32 326	29 834
	Transfert et Subvention	712 000	528 246	513 662
		1 031 750	814 072	712 748

(En milliers de FCFA)

160	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL & CULTUREL			
	Personnel	292 720	292 720	217 994
	Matériel & Fonctionnement	115 000	82 418	76 855
	Déplacement & Mission	333 665	257 210	255 803
	Communication & Energie	75 078	44 335	36 728
	Autres Dépenses	224 600	185 802	173 013
	Equipement et Investissement	40 000	29 556	29 322
	Transfert et Subvention	72 500	25 864	23 723
	BSI Financement Intérieur	225 000	43 472	27 424
		1 378 563	961 377	840 862
170	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
	Personnel	746 728	730 544	545 061
	Matériel & Fonctionnement	104 649	42 279	37 974
	Déplacement & Mission	327 608	203 894	190 201
	Communication & Energie	165 317	118 453	109 959
	Autres Dépenses	181 950	147 592	123 784
	Equipement et Investissement	30 000	22 231	22 231
	Transfert et Subvention	62 500	50 647	50 647
	BSI Financement Intérieur	200 000	76 673	51 714
		1 818 752	1 392 313	1 131 571
180	MINISTERE AFF. ETRANGERES, COOPERAT. INTERNAT. INTEGRATION AFRICAINE			
	Personnel	13 735 493	11 859 843	8 671 360
	Matériel & Fonctionnement	876 690	480 406	475 016
	Déplacement & Mission	2 970 048	1 741 124	1 695 273
	Communication & Energie	2 445 197	2 167 530	2 149 239
	Autres Dépenses	9 243 331	8 080 422	8 033 943
	Equipement et Investissement	1 303 605	1 248 213	1 226 862
	Transfert et Subvention	11 336 538	8 665 097	7 331 954
	BSI Financement Intérieur	1 800 000	1 578 070	1 575 415
		43 710 902	35 820 705	31 159 061
185	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR			
	Personnel	234 221	223 974	165 626
	Matériel & Fonctionnement	70 275	47 815	47 815
	Déplacement & Mission	324 245	207 885	204 600
	Communication & Energie	121 563	57 865	54 121
	Autres Dépenses	44 800	30 835	29 778
	Equipement et Investissement	570 500	313 739	310 895
	Transfert et Subvention	238 038	146 270	146 270
	BSI Financement Intérieur	320 000	319 289	319 289
		1 923 642	1 347 672	1 278 394

(En milliers de FCFA)

190	BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
	Personnel	2 250 000	2 250 000	2 250 000
	Matériel & Fonctionnement	121 910	92 683	92 683
	Déplacement & Mission	315 723	266 498	266 498
	Communication & Energie	165 990	165 990	165 990
	Autres Dépenses	395 000	343 478	343 478
	Equipement et Investissement	200 000	150 000	150 000
	Transfert et Subvention	45 000	45 000	45 000
		3 493 623	3 313 648	3 313 648
192	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
	Personnel	339 199	339 198	283 646
	Communication & Energie	95 850	95 850	95 850
	Equipement et Investissement	30 000	22 500	22 500
	Transfert et Subvention	513 670	385 253	385 253
		978 719	842 801	787 248
195	COMITE NAT. DE L'EGAL ACCES AUX MEDIA D'ETAT			
	Personnel	12 559	6 111	9 309
	Matériel & Fonctionnement	16 328	11 493	11 493
	Déplacement & Mission	57 273	41 878	41 878
	Communication & Energie	26 990	9 603	7 790
	Autres Dépenses	35 947	16 580	16 580
		149 097	85 664	87 049
210	MINISTERE DE LA DEFENSE & ANC. COMBATTANTS			
	Personnel	90 905 208	86 647 731	69 243 119
	Matériel & Fonctionnement	18 922 275	15 722 152	14 555 244
	Déplacement & Mission	14 752 849	11 088 249	10 595 302
	Communication & Energie	11 607 872	8 534 389	8 452 356
	Autres Dépenses	11 032 634	7 555 894	7 469 732
	Equipement et Investissement	123 919 553	100 347 923	91 123 003
	Transfert et Subvention	831 894	710 424	710 424
		271 972 285	230 606 762	202 149 179
220	MINISTERE DE LA JUSTICE			
	Personnel	2 086 887	2 086 887	1 564 071
	Matériel & Fonctionnement	2 646 380	1 960 177	1 602 394
	Déplacement & Mission	345 363	221 331	218 423
	Communication & Energie	644 026	401 446	367 704
	Autres Dépenses	800 042	355 813	294 671
	Transfert et Subvention	353 010	253 076	252 385
	BSI Financement Intérieur	4 300 000	3 071 945	2 329 664
		11 175 708	8 350 674	6 629 312

(En milliers de FCFA)

223	OFFICE CENTRAL LUTTE CONTRE ENRICHIS. ILLICITE			
	Personnel	564 300	564 300	564 300
	Matériel & Fonctionnement	75 361	38 250	38 250
	Déplacement & Mission	95 579	95 579	95 579
	Communication & Energie	102 000	102 000	102 000
	Autres Dépenses	43 398	27 000	27 000
	Equipement et Investissement	160 000	135 000	135 000
		1 040 638	962 129	962 129
225	MINISTERE DROITS DE L'HOMME & REFORME ETAT			
	Personnel	25 000	12 500	8 402
	Matériel & Fonctionnement	93 590	38 703	27 112
	Déplacement & Mission	46 341	20 580	18 614
	Communication & Energie	2 000	959	959
	Autres Dépenses	116 423	35 377	31 452
	Transfert et Subvention	72 588	5 000	5 000
	BSI Financement Intérieur	217 000	43 598	32 840
		572 942	156 717	124 379
230	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
	Personnel	35 883 417	32 649 603	25 502 073
	Matériel & Fonctionnement	3 913 367	3 102 221	1 864 807
	Déplacement & Mission	1 527 777	1 111 290	984 389
	Communication & Energie	1 254 084	838 854	838 854
	Autres Dépenses	1 692 739	1 174 562	1 091 711
	Equipement et Investissement	16 806 278	6 989 623	5 008 213
	Transfert et Subvention	155 750	61 812	61 812
	BSI Financement Intérieur	720 000	314 060	180 403
		61 953 412	46 242 025	35 532 262
235	SECURITE D'ETAT			
	Matériel & Fonctionnement	352 225	352 225	352 225
	Déplacement & Mission	1 313 305	1 313 305	1 313 305
	Communication & Energie	324 155	234 135	234 115
	Autres Dépenses	3 582 888	3 582 888	3 582 888
		5 572 573	5 482 553	5 482 533
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
	Personnel	8 639 207	8 639 207	6 533 792
	Matériel & Fonctionnement	3 543 537	1 697 529	1 470 517
	Déplacement & Mission	1 177 016	715 046	646 082
	Communication & Energie	1 796 591	1 548 449	1 533 918
	Autres Dépenses	703 423	467 895	259 139
	Equipement et Investissement	709 920	223 644	192 050
	Transfert et Subvention	7 425 804	4 029 916	3 209 141
	BSI Financement Intérieur	12 501 000	4 792 586	2 856 957
		36 496 498	22 114 272	16 701 596

(En milliers de FCFA)

320	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCT. PUBL.			
	Personnel	817 657	784 389	587 308
	Matériel & Fonctionnement	363 161	269 861	255 176
	Déplacement & Mission	204 744	146 758	145 578
	Communication & Energie	239 622	131 779	119 374
	Autres Dépenses	421 482	276 798	271 978
	Equipement et Investissement	562 000	10 168	10 168
	Transfert et Subvention	0	0	0
	BSI Financement Intérieur	1 370 000	901 277	279 095
		3 978 666	2 521 030	1 668 676
323	MINISTERE EMPLOI & FORMATION PROFESSIONNELLE			
	Personnel	615 437	562 273	409 899
	Matériel & Fonctionnement	167 216	92 643	74 239
	Déplacement & Mission	342 699	124 991	112 865
	Communication & Energie	229 635	146 858	131 331
	Autres Dépenses	238 707	131 245	95 726
	Transfert et Subvention	364 091	222 931	173 121
	BSI Financement Intérieur	960 000	538 779	414 453
	Appui Budgétaire	514 000	69 205	44 433
		3 431 785	1 888 925	1 456 067
330	MIN. ADMINISTRATION TERRIT. DECENTRALISATION ET REFORME ETAT			
	Personnel	1 193 624	1 175 624	850 265
	Matériel & Fonctionnement	501 618	238 312	205 950
	Déplacement & Mission	692 702	485 686	480 959
	Communication & Energie	439 266	298 946	286 539
	Autres Dépenses	1 196 634	788 396	647 374
	Equipement et Investissement	165 900	69 149	53 193
	Transfert et Subvention	1 177 611	871 505	715 607
	BSI Financement Intérieur	4 235 000	2 287 299	2 264 514
		9 602 355	6 214 917	5 504 403
334	AUTORITE PROTECT° DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
	Personnel	115 268	115 268	108 885
	Matériel & Fonctionnement	80 000	60 000	60 000
	Déplacement & Mission	226 550	169 913	169 913
	Communication & Energie	25 912	25 912	25 912
	Autres Dépenses	30 000	22 500	22 500
	Equipement et Investissement	83 200	62 400	62 400
	Transfert et Subvention	6 000	4 500	4 500
	BSI Financement Intérieur	300 000	300 000	300 000
		866 930	760 493	754 109

(En milliers de FCFA)

335	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA FISCALITE LOCALE			
	Personnel	55 000	27 500	4 706
	Matériel & Fonctionnement	122 547	56 552	1 339
	Déplacement & Mission	55 231	25 497	25 497
	Communication & Energie	21 000	0	0
	Autres Dépenses	246 740	100 963	30 785
	Transfert et Subvention	89 000	2 400	2 400
	BSI Financement Intérieur	2 415 000	13 776	10 000
		3 004 518	226 689	74 728
340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES & DU CULTTE			
	Personnel	86 311	81 357	63 750
	Matériel & Fonctionnement	63 802	47 122	45 953
	Déplacement & Mission	130 124	96 895	96 895
	Communication & Energie	17 594	14 712	14 712
	Autres Dépenses	142 813	97 710	94 944
	Transfert et Subvention	926 334	868 724	849 155
		1 366 978	1 206 520	1 165 410
341	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
	Personnel	97 367	97 367	60 541
	Matériel & Fonctionnement	147 350	91 950	91 950
	Déplacement & Mission	160 674	100 737	100 737
	Communication & Energie	68 445	23 912	20 472
	Autres Dépenses	75 800	48 350	48 350
	Transfert et Subvention	2 212 132	1 608 537	1 299 502
		2 761 768	1 970 854	1 621 552
410	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
	Personnel	7 722 416	5 353 259	4 438 553
	Matériel & Fonctionnement	14 860 637	7 550 648	5 028 133
	Déplacement & Mission	913 426	413 272	404 934
	Communication & Energie	608 003	454 968	250 142
	Autres Dépenses	1 709 250	804 165	518 591
	Bourses	800	0	0
	Equipement et Investissement	4 635 921	1 683 718	748 158
	Transfert et Subvention	3 804 651	3 330 042	3 303 604
	BSI Financement Intérieur	2 915 000	776 622	663 062
	Appui Budgétaire	4 926 944	255 780	121 753
	Personnel (Collectivité)	4 669 409	176 959	92 815
		46 766 457	20 799 434	15 569 744

(En milliers de FCFA)

412	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR & RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
	Personnel	4 379 657	2 159 283	1 858 150
	Matériel & Fonctionnement	656 643	572 455	357 430
	Déplacement & Mission	356 245	249 639	239 406
	Communication & Energie	381 383	198 055	155 329
	Autres Dépenses	1 234 465	666 829	466 231
	Bourses	1 428 300	722 961	721 161
	Equipement et Investissement	2 333 000	65 006	56 333
	Transfert et Subvention	582 460	451 922	309 528
	BSI Financement Intérieur	2 400 000	962 312	218 927
	Appui Budgétaire	514 000	0	0
		14 266 153	6 048 460	4 382 495
510	MINISTERE DE LA CULTURE			
	Personnel	1 175 155	1 129 840	843 373
	Matériel & Fonctionnement	243 908	180 311	177 915
	Déplacement & Mission	190 488	112 272	111 702
	Communication & Energie	552 111	364 903	338 688
	Autres Dépenses	736 276	563 328	552 859
	Equipement et Investissement	80 298	52 500	51 623
	Transfert et Subvention	590 784	318 319	312 803
	BSI Financement Intérieur	700 000	605 245	459 893
		4 269 020	3 326 718	2 848 857
520	MINISTERE DES SPORTS			
	Personnel	916 104	779 106	610 916
	Matériel & Fonctionnement	712 051	620 907	565 220
	Déplacement & Mission	1 931 725	1 196 889	1 177 981
	Communication & Energie	750 376	727 938	714 330
	Autres Dépenses	801 162	256 598	248 568
	Equipement et Investissement	46 000	24 591	23 518
	Transfert et Subvention	1 672 996	1 382 603	1 378 122
	BSI Financement Intérieur	1 825 000	1 042 216	609 023
		8 655 414	6 030 847	5 327 678
525	MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE			
	Personnel	227 901	189 490	144 651
	Matériel & Fonctionnement	89 105	44 935	37 231
	Déplacement & Mission	74 013	51 275	50 739
	Communication & Energie	30 000	24 829	18 125
	Autres Dépenses	496 490	372 507	365 948
	Equipement et Investissement	50 000	37 227	37 227
	Transfert et Subvention	24 000	11 185	9 050
	BSI Financement Intérieur	1 685 000	1 617 236	1 162 001
		2 676 509	2 348 684	1 824 973

(En milliers de FCFA)

610	MINISTERE DE LA SANTE & HYGIENE PUBLIQUE			
	Personnel	7 719 536	2 779 099	1 903 516
	Matériel & Fonctionnement	10 073 559	7 090 677	5 965 126
	Déplacement & Mission	800 000	535 896	524 354
	Communication & Energie	717 184	266 414	234 444
	Autres Dépenses	889 068	383 090	284 876
	Equipement et Investissement	4 906 621	2 742 317	609 034
	Transfert et Subvention	5 379 038	3 204 046	2 378 037
	BSI Financement Intérieur	10 600 000	738 918	110 489
	Appui Budgétaire	8 441 447	2 988 435	2 272 661
	Personnel (Collectivité)	1 600 000	13 474	13 474
		51 126 453	20 742 365	14 296 012
614	HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
	Personnel	33 913	33 913	25 209
	Transfert et Subvention	2 724 756	1 797 696	1 511 907
		2 758 669	1 831 609	1 537 115
640	MINISTERE PROMOTION DE LA FEMME, ENFANT ET FAMILLE			
	Personnel	590 229	383 563	449 735
	Matériel & Fonctionnement	230 170	156 265	153 200
	Déplacement & Mission	140 677	89 708	89 542
	Communication & Energie	244 626	159 854	150 158
	Autres Dépenses	391 595	254 018	227 134
	Equipement et Investissement	785 000	743 308	717 079
	Transfert et Subvention	126 390	65 388	45 984
	BSI Financement Intérieur	2 185 000	991 601	537 867
		4 693 687	2 843 705	2 370 699
660	MINISTERE SOLIDARITE & ACTION HUMANITAIRE			
	Personnel	996 509	955 516	722 784
	Matériel & Fonctionnement	496 306	369 669	332 967
	Déplacement & Mission	621 739	343 361	321 796
	Communication & Energie	137 013	49 278	40 051
	Autres Dépenses	187 012	125 142	88 590
	Equipement et Investissement	85 000	74 889	74 889
	Transfert et Subvention	1 499 833	812 975	568 021
	BSI Financement Intérieur	400 000	182 176	154 278
		4 423 412	2 913 007	2 303 375
714	MIN. ENVIRONNEMENT, ASSAINISSEMENT ET DEVELOP. DURABLE			
	Personnel	1 235 369	623 000	931 757
	Matériel & Fonctionnement	318 596	199 242	170 093
	Déplacement & Mission	226 462	139 707	133 954
	Communication & Energie	301 175	136 916	129 822
	Autres Dépenses	371 522	267 638	216 182
	Transfert et Subvention	76 849	51 043	46 571
	BSI Financement Intérieur	5 405 000	2 314 372	2 052 658
		7 934 973	3 731 919	3 681 036

(En milliers de FCFA)

720	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
	Personnel	1 361 819	1 361 819	868 261
	Matériel & Fonctionnement	148 569	83 832	67 334
	Déplacement & Mission	180 633	123 219	116 730
	Communication & Energie	313 000	162 426	132 908
	Autres Dépenses	187 277	121 137	99 072
	Equipement et Investissement	25 000	24 666	16 695
	Transfert et Subvention	25 015 000	25 011 114	25 011 114
	BSI Financement Intérieur	8 756 000	7 019 096	1 070 483
		35 987 298	33 907 308	27 382 596
726	MINISTERE DES MINES			
	Personnel	780 892	780 892	568 208
	Matériel & Fonctionnement	131 935	85 482	71 942
	Déplacement & Mission	202 561	147 680	144 800
	Communication & Energie	190 788	128 573	86 113
	Autres Dépenses	248 419	125 279	86 737
	Equipement et Investissement	114 135	54 715	54 715
	Transfert et Subvention	363 740	176 830	170 978
	BSI Financement Intérieur	1 510 000	245 063	148 138
		3 542 470	1 744 515	1 331 630
730	MIN. ECONOMIE NUMERIQUE ET COMMUNICATION			
	Personnel	223 662	223 662	149 322
	Matériel & Fonctionnement	63 702	44 481	44 070
	Déplacement & Mission	123 499	82 694	82 694
	Communication & Energie	126 079	74 383	68 539
	Autres Dépenses	269 060	104 314	102 181
	Equipement et Investissement	146 535	33 451	30 637
	Transfert et Subvention	124 500	92 659	76 678
	BSI Financement Intérieur	615 000	415 000	415 000
		1 692 037	1 070 644	969 121
740	MINISTERE DOMAINES ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES			
	Personnel	1 024 052	1 024 052	705 070
	Matériel & Fonctionnement	453 878	155 918	141 944
	Déplacement & Mission	175 685	130 323	130 158
	Communication & Energie	293 432	211 415	200 348
	Autres Dépenses	327 953	280 201	220 392
	Equipement et Investissement	115 774	20 617	20 174
	Transfert et Subvention	748 731	201 137	192 764
	BSI Financement Intérieur	9 100 000	2 454 356	1 511 505
		12 239 505	4 478 019	3 122 355

(En milliers de FCFA)

745	MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME			
	Personnel	573 651	573 651	402 634
	Matériel & Fonctionnement	165 707	89 985	89 985
	Déplacement & Mission	116 576	60 927	60 927
	Communication & Energie	60 776	16 701	15 897
	Autres Dépenses	95 195	40 094	38 994
	Equipement et Investissement	12 450	6 225	6 225
	Transfert et Subvention	35 159	29 994	29 994
	BSI Financement Intérieur	2 600 000	2 530 842	2 461 618
		3 659 514	3 348 420	3 106 275
750	MINISTERE AMENAGEMENT TERRITOIRE ET POPULATION			
	Personnel	360 138	270 055	214 512
	Matériel & Fonctionnement	155 280	86 290	85 983
	Déplacement & Mission	130 020	89 009	85 773
	Communication & Energie	71 500	43 084	43 084
	Autres Dépenses	109 545	64 681	60 418
	Equipement et Investissement	11 750	4 543	0
	Transfert et Subvention	30 710	20 971	20 971
	BSI Financement Intérieur	1 046 000	695 858	579 214
		1 914 943	1 274 491	1 089 955
760	MINISTERE EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET DESENCLAVEMENT			
	Personnel	1 303 844	1 303 844	927 695
	Matériel & Fonctionnement	205 315	102 328	75 631
	Déplacement & Mission	290 169	173 326	172 094
	Communication & Energie	345 714	171 719	170 375
	Autres Dépenses	196 427	133 880	73 645
	Equipement et Investissement	734 950	12 320	12 320
	Transfert et Subvention	622 102	508 352	500 551
	BSI Financement Intérieur	106 547 000	72 400 667	71 585 846
		110 245 521	74 806 437	73 518 159
770	MINISTERE DES TRANSPORTS			
	Personnel	55 000	0	0
	Matériel & Fonctionnement	149 895	9 222	792
	Déplacement & Mission	46 831	21 545	21 545
	Communication & Energie	21 000	1 392	1 392
	Autres Dépenses	102 035	21 752	9 898
		374 761	53 911	33 627

(En milliers de FCFA)

800	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL			
	Personnel	233 012	219 283	168 470
	Matériel & Fonctionnement	169 615	113 419	108 036
	Déplacement & Mission	131 713	91 390	85 004
	Communication & Energie	17 000	7 781	7 391
	Autres Dépenses	104 160	53 836	47 475
	Equipement et Investissement	50 000	36 896	36 896
	Transfert et Subvention	21 000	14 120	14 120
	BSI Financement Intérieur	125 000	17 019	17 019
		851 500	553 743	484 411
810	MINISTERE DU COMMERCE			
	Personnel	814 337	808 111	624 460
	Matériel & Fonctionnement	146 877	98 857	87 563
	Déplacement & Mission	129 683	71 770	69 978
	Communication & Energie	232 468	162 030	144 460
	Autres Dépenses	424 807	212 116	158 954
	Equipement et Investissement	40 000	20 841	20 841
	Transfert et Subvention	68 400	50 233	48 584
	BSI Financement Intérieur	2 585 000	2 012 823	1 107 646
		4 441 572	3 436 781	2 262 486
812	MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENTS ET SECTEUR PRIVE			
	Personnel	163 713	163 713	128 188
	Matériel & Fonctionnement	98 905	72 721	72 721
	Déplacement & Mission	258 987	160 256	158 925
	Communication & Energie	86 170	54 654	53 196
	Autres Dépenses	501 690	379 174	365 636
	Equipement et Investissement	50 000	2 443	2 443
	Transfert et Subvention	374 393	207 667	207 667
	BSI Financement Intérieur	200 000	185 849	185 849
		1 733 858	1 226 476	1 174 625
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
	Personnel	2 179 287	2 179 287	1 542 436
	Matériel & Fonctionnement	703 930	475 249	405 123
	Déplacement & Mission	434 609	297 347	290 119
	Communication & Energie	778 521	524 629	495 538
	Autres Dépenses	536 658	299 019	250 754
	Equipement et Investissement	8 178 100	5 803 725	5 762 092
	Transfert et Subvention	32 847 384	30 619 603	30 574 201
	BSI Financement Intérieur	13 400 000	11 685 043	11 183 249
		59 058 489	51 883 903	50 503 511

(En milliers de FCFA)

822	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
	Personnel	1 025 397	973 397	591 750
	Matériel & Fonctionnement	208 219	129 049	124 523
	Déplacement & Mission	115 171	83 359	80 791
	Communication & Energie	229 434	201 966	198 272
	Autres Dépenses	270 107	156 623	116 228
	Equipement et Investissement	3 630 376	471 867	461 867
	Transfert et Subvention	4 958 756	2 389 320	2 366 129
	BSI Financement Intérieur	2 415 000	1 650 689	977 291
		12 852 460	6 056 270	4 916 852
850	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
	Personnel	217 983	217 983	164 299
	Matériel & Fonctionnement	33 201	16 600	15 797
	Déplacement & Mission	31 110	23 508	23 508
	Communication & Energie	64 581	36 039	29 067
	Autres Dépenses	30 000	15 668	15 668
	Equipement et Investissement	13 280	8 735	8 001
	Transfert et Subvention	1 029 050	1 021 370	1 021 370
	BSI Financement Intérieur	5 850 000	3 850 000	3 450 000
		7 269 205	5 189 903	4 727 710
860	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
	Personnel	345 245	345 245	262 317
	Matériel & Fonctionnement	202 663	130 057	127 910
	Déplacement & Mission	130 099	92 623	89 209
	Communication & Energie	52 655	43 866	41 756
	Autres Dépenses	35 000	28 730	28 730
	Equipement et Investissement	30 000	21 158	21 158
	Transfert et Subvention	405 003	126 074	123 596
	BSI Financement Intérieur	720 000	195 587	195 587
		1 920 665	983 340	890 263
133	AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
	Transfert et Subvention	841 272	648 078	565 510
	BSI Financement Intérieur	50 000	38 061	22 519
		891 272	686 138	588 029
222	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE			
	Personnel	25 000	12 498	12 498
	Matériel & Fonctionnement	15 000	11 167	11 167
	Autres Dépenses	33 200	24 900	0
	Transfert et Subvention	219 574	184 239	151 442
	BSI Financement Intérieur	500 000	485 500	0
		792 774	718 305	175 108

(En milliers de FCFA)

311	CELLULE NAT. TRAITEMENT INFORMAT° FIN. (CENTIF)			
	Personnel	250 000	86 324	73 026
	Transfert et Subvention	511 900	363 502	339 524
		761 900	449 826	412 550
312	AUTORITE REGULAT. MARCHES PUB. DELEG. SCE PUB. (ARMDS)			
	Transfert et Subvention	440 411	230 206	230 206
		440 411	230 206	230 206
313	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
	Equipement et Investissement	20 000	20 000	0
	Transfert et Subvention	174 000	121 342	81 683
		194 000	141 342	81 683
314	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
	Equipement et Investissement	20 000	0	0
	Transfert et Subvention	174 000	110 192	98 922
		194 000	110 192	98 922
315	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS			
	Equipement et Investissement	200 000	112 500	112 500
	Transfert et Subvention	857 320	497 740	423 419
	BSI Financement Intérieur	724 000	314 309	308 527
		1 781 320	924 549	844 446
316	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE			
	Transfert et Subvention	481 210	428 047	359 656
	BSI Financement Intérieur	3 350 000	2 414 218	1 080 775
		3 831 210	2 842 265	1 440 431
317	CENTRE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT			
	Transfert et Subvention	612 150	313 601	163 480
	BSI Financement Intérieur	325 000	6 761	6 761
		937 150	320 362	170 242
318	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
	Equipement et Investissement	20 000	15 000	15 000
	Transfert et Subvention	174 000	125 127	125 127
		194 000	140 127	140 127
319	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
	Equipement et Investissement	20 000	0	0
	Transfert et Subvention	174 000	127 756	125 899
		194 000	127 756	125 899
324	FONDS D'APPUI FORMAT° PROFESS. & APPRENTIS.			
	Transfert et Subvention	85 252	81 127	81 127
		85 252	81 127	81 127
325	AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES(APEJ)			
	Transfert et Subvention	657 097	418 570	418 567
		657 097	418 570	418 567

(En milliers de FCFA)

326	INSTITUT NAT. D'INGENIERIE FORMAT° PROFESSION.			
	Equipement et Investissement	15 000	7 500	7 500
	Transfert et Subvention	207 944	120 471	87 459
		222 944	127 971	94 959
327	OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION (ONEF)			
	Equipement et Investissement	49 800	21 400	4 400
	Transfert et Subvention	91 735	65 816	50 216
		141 535	87 216	54 616
329	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
	Equipement et Investissement	20 000	0	0
	Transfert et Subvention	174 000	124 411	99 082
		194 000	124 411	99 082
331	AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
	Equipement et Investissement	12 947 073	9 710 305	9 710 305
	Transfert et Subvention	2 470 827	1 853 120	1 853 120
	BSI Financement Intérieur	1 000 000	1 000 000	1 000 000
		16 417 900	12 563 425	12 563 425
332	MAISON DU HADJ			
	Transfert et Subvention	22 410	11 090	9 652
		22 410	11 090	9 652
333	CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
	Equipement et Investissement	50 000	0	0
	Transfert et Subvention	265 274	191 879	168 197
		315 274	191 879	168 197
336	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
	Equipement et Investissement	20 000	12 828	0
	Transfert et Subvention	174 000	125 329	0
		194 000	138 157	0
337	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
	Equipement et Investissement	20 000	0	0
	Transfert et Subvention	174 000	122 935	96 203
		194 000	122 935	96 203
338	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
	Equipement et Investissement	20 000	18 880	0
	Transfert et Subvention	174 000	93 454	0
		194 000	112 334	0
339	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
	Equipement et Investissement	20 000	15 000	15 000
	Transfert et Subvention	174 000	128 303	128 303
		194 000	143 303	143 303

(En milliers de FCFA)

411	ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)			
	Matériel & Fonctionnement	90 346	67 755	67 752
	Transfert et Subvention	1 138 300	1 057 791	831 038
		1 228 646	1 125 546	898 790
413	ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI)			
	Matériel & Fonctionnement	90 000	44 996	44 996
	Transfert et Subvention	995 927	886 693	689 485
	BSI Financement Intérieur	85 000	4 390	4 390
		1 170 927	936 078	738 870
414	INSTITUT POLYTECH. RURAL FORM. RECH. APPL. K.			
	Matériel & Fonctionnement	80 323	70 079	67 871
	Transfert et Subvention	1 807 217	1 672 824	460 234
	BSI Financement Intérieur	120 000	99 936	7 166
		2 007 540	1 842 838	535 271
416	CENTRE DES OEUVRES UNIVERSITAIRES			
	Personnel	25 000	24 892	24 682
	Matériel & Fonctionnement	2 848 884	2 832 946	2 788 397
	Bourses	12 040 989	11 487 186	11 465 713
	Equipement et Investissement	115 571	84 609	37 985
	Transfert et Subvention	3 043 693	1 374 014	1 074 084
	BSI Financement Intérieur	500 000	378 229	224 190
		18 574 137	16 181 875	15 615 052
417	CENTRE NAT. DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE & TECH.			
	Equipement et Investissement	55 000	26 645	20 971
	Transfert et Subvention	168 735	131 638	109 767
		223 735	158 284	130 738
418	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION			
	Transfert et Subvention	682 488	452 806	348 435
	BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0
		2 682 488	452 806	348 435
420	ECOLE NORMALE D'ENSEIG. TECHN. PROFES.			
	Matériel & Fonctionnement	112 530	42 112	32 114
	Transfert et Subvention	386 236	302 407	243 197
		498 766	344 519	275 311
422	UNIVERSITE DE SEGOU			
	Personnel	859 441	429 719	603 491
	Matériel & Fonctionnement	589 895	441 805	413 554
	Transfert et Subvention	913 621	673 513	593 263
	BSI Financement Intérieur	850 000	363 187	363 187
		3 212 957	1 908 223	1 973 494

(En milliers de FCFA)

424	UNIVERSITE LETTRES SCIENCES HUMAINES BKO			
	Personnel	2 318 940	2 164 567	1 794 075
	Matériel & Fonctionnement	622 294	434 698	344 005
	Déplacement & Mission	260 257	248 080	241 784
	Communication & Energie	258 287	159 292	147 765
	Autres Dépenses	758 174	497 550	420 237
	Transfert et Subvention	17 860	13 395	13 395
	BSI Financement Intérieur	300 000	300 000	0
		4 535 812	3 817 582	2 961 261
425	INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES			
	Equipement et Investissement	30 000	22 498	20 200
	Transfert et Subvention	278 262	251 597	197 032
	BSI Financement Intérieur	150 000	124 172	84 022
		458 262	398 267	301 254
426	UNIVERSITE SCIENCES TECHN. TECHNOLOGIES BKO			
	Personnel	3 440 999	3 054 639	2 585 752
	Matériel & Fonctionnement	724 610	553 057	266 606
	Déplacement & Mission	342 623	241 500	222 843
	Communication & Energie	457 847	435 192	435 192
	Autres Dépenses	234 547	89 420	73 230
	Equipement et Investissement	100 000	80 169	80 049
	Transfert et Subvention	209 915	155 144	128 804
	BSI Financement Intérieur	650 000	589 251	70 572
		6 160 541	5 198 371	3 863 048
428	CENTRE NAT. RESS. EDUC. NON FORMELLE			
	Matériel & Fonctionnement	20 000	9 998	9 998
	Transfert et Subvention	230 955	195 532	166 055
		250 955	205 530	176 053
429	UNIVERSITE SCIENCES SOCIALES GESTION BKO			
	Personnel	3 309 367	2 570 404	2 027 149
	Matériel & Fonctionnement	1 123 729	498 622	227 209
	Déplacement & Mission	322 652	210 899	210 884
	Communication & Energie	158 359	95 336	77 160
	Autres Dépenses	217 638	93 583	38 259
	Equipement et Investissement	25 000	3 778	2 235
	Transfert et Subvention	40 000	21 817	21 817
	BSI Financement Intérieur	200 000	195 273	0
		5 396 745	3 689 711	2 604 713

(En milliers de FCFA)

430	INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHMED BABA			
	Equiperment et Investissement	25 000	2 760	2 760
	Transfert et Subvention	345 583	318 885	272 670
		370 583	321 645	275 430
431	UNIVERSITE SCIENCES JURIDIQUES POLITIQUES BKO			
	Personnel	2 953 224	1 803 646	1 365 191
	Matériel & Fonctionnement	1 332 380	244 440	99 900
	Déplacement & Mission	425 896	233 123	231 560
	Communication & Energie	277 968	169 656	157 724
	Autres Dépenses	916 266	512 344	465 016
	Transfert et Subvention	35 164	23 036	21 536
		5 940 898	2 986 245	2 340 927
432	ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES			
	Equiperment et Investissement	51 598	29 957	29 957
	Transfert et Subvention	306 891	169 920	202 704
		358 489	199 878	232 661
433	ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM..			
	Matériel & Fonctionnement	2 500	0	0
	Transfert et Subvention	271 100	111 454	104 317
		273 600	111 454	104 317
434	CENTRE FORMAT° PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE			
	Personnel	25 000	12 050	12 050
	Matériel & Fonctionnement	20 572	13 530	13 530
	Autres Dépenses	15 000	10 726	10 726
	Transfert et Subvention	130 207	91 745	80 532
	BSI Financement Intérieur	600 000	572 668	572 668
		790 779	700 719	689 506
511	CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO			
	Transfert et Subvention	301 243	285 637	262 025
	BSI Financement Intérieur	800 000	750 446	726 572
		1 101 243	1 036 083	988 597
512	MUSEE NATIONAL			
	Equiperment et Investissement	20 000	7 097	7 097
	Transfert et Subvention	342 530	194 139	236 468
	BSI Financement Intérieur	200 000	171 450	171 450
		562 530	372 686	415 015
514	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA			
	Transfert et Subvention	354 440	317 863	253 584
	BSI Financement Intérieur	700 000	530 599	430 998
		1 054 440	848 462	684 582

(En milliers de FCFA)

516	BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR			
	Transfert et Subvention	147 210	116 575	100 390
		147 210	116 575	100 390
517	CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI			
	Transfert et Subvention	388 364	316 835	311 864
	BSI Financement Intérieur	1 000 000	350 000	103 776
		1 388 364	666 835	415 640
518	CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K.			
	Equipement et Investissement	45 000	11 672	11 672
	Transfert et Subvention	522 460	357 471	307 843
	BSI Financement Intérieur	350 000	350 000	175 000
		917 460	719 142	494 515
519	MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE			
	Equipement et Investissement	10 000	0	0
	Transfert et Subvention	57 891	48 003	39 539
	BSI Financement Intérieur	1 200 000	1 200 000	1 200 000
		1 267 891	1 248 003	1 239 539
522	CENTRE NAT. PROMOT° VOLONTARIAT MALI			
	Transfert et Subvention	112 560	87 937	87 937
		112 560	87 937	87 937
523	INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS			
	Personnel	56 052	56 041	56 041
	Autres Dépenses	10 000	6 750	4 980
	Transfert et Subvention	548 339	424 763	384 062
		614 391	487 553	445 082
613	AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS			
	Equipement et Investissement	40 000	23 552	23 552
	Transfert et Subvention	373 671	290 218	242 712
		413 671	313 770	266 263
615	HOPITAL GABRIEL TOURE			
	Equipement et Investissement	340 000	236 868	225 356
	Transfert et Subvention	3 038 668	2 612 201	2 082 075
	BSI Financement Intérieur	300 000	198 799	198 799
		3 678 668	3 047 869	2 506 230
616	HOPITAL DU MALI			
	Transfert et Subvention	1 840 039	1 517 421	945 021
	BSI Financement Intérieur	800 000	727 934	113 515
		2 640 039	2 245 355	1 058 536
617	HOPITAL DU POINT G			
	Equipement et Investissement	360 000	187 028	61 248
	Transfert et Subvention	4 807 937	4 093 702	2 875 011
	BSI Financement Intérieur	250 000	28 150	5 630
		5 417 937	4 308 880	2 941 889

(En milliers de FCFA)

618	AGENCE NAT. TELESANTE ET INFORM. MEDICALE			
	Equipement et Investissement	15 000	11 234	11 234
	Transfert et Subvention	484 664	210 836	205 634
	BSI Financement Intérieur	1 000 000	55 047	37 554
		1 499 664	277 117	254 421
619	HOPITAL DE KATI			
	Equipement et Investissement	120 000	103 999	10 153
	Transfert et Subvention	1 062 935	880 875	711 185
	BSI Financement Intérieur	250 000	216 232	128 998
		1 432 935	1 201 106	850 336
620	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE			
	Equipement et Investissement	180 000	111 780	99 636
	Transfert et Subvention	406 094	308 493	266 099
	BSI Financement Intérieur	150 000	147 892	147 892
		736 094	568 165	513 627
621	INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE			
	Equipement et Investissement	100 000	38 740	16 179
	Transfert et Subvention	1 257 264	1 028 767	703 822
	BSI Financement Intérieur	350 000	146 723	8 998
		1 707 264	1 214 230	728 999
622	CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTATION POUR SURVIE ENFANT			
	Equipement et Investissement	60 000	42 748	41 119
	Transfert et Subvention	347 358	283 749	230 331
		407 358	326 497	271 450
623	CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE			
	Equipement et Investissement	100 000	21 569	19 436
	Transfert et Subvention	1 197 192	933 482	788 472
	BSI Financement Intérieur	100 000	100 000	16 420
		1 397 192	1 055 050	824 328
625	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE			
	Equipement et Investissement	55 000	23 350	22 379
	Transfert et Subvention	514 167	444 002	335 990
	BSI Financement Intérieur	250 000	91 539	47 102
		819 167	558 891	405 472
627	CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)			
	Equipement et Investissement	20 000	10 523	10 275
	Transfert et Subvention	767 858	692 358	432 961
		787 858	702 881	443 237
629	CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE			
	Equipement et Investissement	50 000	0	0
	Transfert et Subvention	950 723	545 594	522 358
		1 000 723	545 594	522 358

(En milliers de FCFA)

630	AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX			
	Equipement et Investissement	60 588	38 540	31 514
	Transfert et Subvention	239 845	198 229	156 418
		300 433	236 770	187 933
631	INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE			
	Equipement et Investissement	20 000	0	0
	Transfert et Subvention	1 563 343	689 865	636 546
	BSI Financement Intérieur	150 000	0	0
		1 733 343	689 865	636 546
632	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)			
	Transfert et Subvention	1 029 219	837 568	717 413
	BSI Financement Intérieur	275 000	268 392	146 479
		1 304 219	1 105 960	863 892
633	HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES			
	Transfert et Subvention	746 590	687 585	392 786
		746 590	687 585	392 786
634	HOPITAL DE SIKASSO			
	Transfert et Subvention	1 099 411	686 309	459 172
		1 099 411	686 309	459 172
635	HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU			
	Transfert et Subvention	828 007	754 197	384 114
		828 007	754 197	384 114
636	HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI			
	Transfert et Subvention	951 642	809 266	723 345
		951 642	809 266	723 345
637	HOPITAL DE TOMBOUCTOU			
	Transfert et Subvention	407 544	234 827	148 046
		407 544	234 827	148 046
638	HOPITAL DE GAO			
	Transfert et Subvention	502 215	445 991	330 797
		502 215	445 991	330 797
645	CITE DES ENFANTS			
	Equipement et Investissement	20 000	11 068	11 068
	Transfert et Subvention	255 526	206 665	180 875
	BSI Financement Intérieur	296 500	14 968	8 968
		572 026	232 702	200 911
666	INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GERIATRIE			
	Equipement et Investissement	64 500	33 424	14 500
	Transfert et Subvention	322 385	273 746	238 878
	BSI Financement Intérieur	150 000	149 861	104 371
		536 885	457 031	357 749

(En milliers de FCFA)

668	CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE			
	Transfert et Subvention	44 323 883	44 323 883	44 323 883
		44 323 883	44 323 883	44 323 883
670	OBSERVATOIRE HUMAIN & DURABLE			
	Equipement et Investissement	45 000	33 217	26 432
	Transfert et Subvention	73 776	51 018	46 764
	BSI Financement Intérieur	400 000	398 255	346 256
		518 776	482 489	419 452
674	INTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX			
	Equipement et Investissement	5 000	0	0
	Transfert et Subvention	584 464	349 599	375 321
	BSI Financement Intérieur	150 000	116 044	4 927
		739 464	465 643	380 247
676	FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE			
	Transfert et Subvention	496 308	425 817	415 238
	BSI Financement Intérieur	450 000	291 038	260 070
		946 308	716 855	675 308
678	CENTRE D'ORTHOPEDIE & D'APPAREILLAGE			
	Equipement et Investissement	28 000	13 024	13 024
	Transfert et Subvention	425 065	342 723	278 959
	BSI Financement Intérieur	100 000	85 561	11 867
		553 065	441 308	303 850
681	AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE			
	Transfert et Subvention	1 388 429	181 932	173 960
		1 388 429	181 932	173 960
703	INSTITUT. NAT. FORMAT° PROFESS. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.			
	Equipement et Investissement	5 000	2 476	2 476
	Transfert et Subvention	128 988	86 098	74 213
	BSI Financement Intérieur	200 000	164 144	150 000
		333 988	252 718	226 689
704	AGENCE D'EXECUTION TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)			
	Transfert et Subvention	84 000	63 000	63 000
		84 000	63 000	63 000
706	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI			
	Transfert et Subvention	473 234	460 365	378 124
	BSI Financement Intérieur	330 000	214 888	101 127
		803 234	675 253	479 251
708	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.			
	Equipement et Investissement	100 000	66 990	12 040
	Transfert et Subvention	154 810	129 784	110 661
	BSI Financement Intérieur	200 000	199 288	0
		454 810	396 062	122 701

(En milliers de FCFA)

710	AUTORITE ROUTIERE			
	BSI Financement Intérieur	400 000	400 000	400 000
		400 000	400 000	400 000
712	AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE			
	Transfert et Subvention	332 000	249 000	249 000
		332 000	249 000	249 000
713	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE			
	Transfert et Subvention	185 950	118 697	94 273
	BSI Financement Intérieur	2 400 000	2 259 131	71 034
		2 585 950	2 377 828	165 307
715	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)			
	Equipement et Investissement	20 750	325	0
	Transfert et Subvention	141 639	112 432	89 727
	BSI Financement Intérieur	150 000	81 791	80 373
		312 389	194 547	170 100
716	AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER			
	Transfert et Subvention	209 980	169 838	134 985
	BSI Financement Intérieur	2 200 000	1 287 427	1 147 862
		2 409 980	1 457 265	1 282 847
717	AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI			
	Transfert et Subvention	300 962	146 367	171 267
	BSI Financement Intérieur	1 600 000	1 096 927	787 558
		1 900 962	1 243 293	958 825
718	AGENCE ENVIRON. DEVELOP. DURABLE			
	Transfert et Subvention	273 385	204 848	174 912
	BSI Financement Intérieur	715 000	307 772	307 772
		988 385	512 620	482 684
722	AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE			
	Equipement et Investissement	200 000	6 645	6 203
	Transfert et Subvention	5 277 750	3 944 769	3 931 226
	BSI Financement Intérieur	530 000	530 000	397 500
		6 007 750	4 481 415	4 334 929
723	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX			
	Equipement et Investissement	41 500	26 518	22 026
	Transfert et Subvention	193 121	168 235	143 226
	BSI Financement Intérieur	600 000	599 998	359 998
		834 621	794 751	525 250
724	AUTORITE POUR L'AMENAG. DE TAOUSSA (AAT)			
	Transfert et Subvention	167 942	136 318	107 769
	BSI Financement Intérieur	5 000 000	432 164	244 191
		5 167 942	568 481	351 960

(En milliers de FCFA)

725	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI			
	Equipement et Investissement	20 000	6 915	6 915
	Transfert et Subvention	311 324	272 566	218 496
	BSI Financement Intérieur	380 000	283 184	283 184
		711 324	562 665	508 595
732	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
	Equipement et Investissement	300 000	112 701	112 701
	Transfert et Subvention	645 258	449 060	427 233
		945 258	561 761	539 934
735	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI			
	Equipement et Investissement	930 000	556 795	135 365
	Transfert et Subvention	4 800 875	4 254 173	3 629 471
		5 730 875	4 810 968	3 764 837
737	AGENCE MALIENNE DE PRESSE & PUBLICITE			
	Equipement et Investissement	9 960	7 287	7 287
	Transfert et Subvention	434 496	333 193	245 518
	BSI Financement Intérieur	1 000 000	900 000	900 000
		1 444 456	1 240 479	1 152 804
738	AGENCE NATIONALE COM. DEVELOPPEMENT			
	Transfert et Subvention	142 334	96 862	88 008
	BSI Financement Intérieur	350 000	224 550	215 463
		492 334	321 412	303 472
739	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION			
	Transfert et Subvention	1 568 577	1 226 243	997 675
		1 568 577	1 226 243	997 675
814	CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)			
	Equipement et Investissement	10 000	0	0
	Transfert et Subvention	407 890	292 921	269 099
	BSI Financement Intérieur	300 000	119 877	48 382
		717 890	412 799	317 481
816	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS(API)			
	Autres Dépenses	300 000	38 251	38 251
	Equipement et Investissement	12 500	4 838	4 838
	Transfert et Subvention	443 352	251 644	247 502
	BSI Financement Intérieur	100 000	43 665	18 070
		855 852	338 397	308 661
817	AGENCE POUR PROMOT° EXPORTATIONS MALI			
	Equipement et Investissement	25 000	0	0
	Transfert et Subvention	135 462	103 409	91 542
	BSI Financement Intérieur	50 000	16 132	15 572
		210 462	119 541	107 114

(En milliers de FCFA)

819	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS			
	Equipement et Investissement	16 000	7 965	7 965
	Transfert et Subvention	187 145	142 333	118 468
	BSI Financement Intérieur	600 000	318 166	278 153
		803 145	468 465	404 585
823	AGENCE DE GESTION MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO (AGMCPB)			
	Equipement et Investissement	5 000	0	0
	Transfert et Subvention	55 000	37 515	36 227
	BSI Financement Intérieur	350 000	80 650	80 380
		410 000	118 165	116 607
825	OFFICE HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)			
	Equipement et Investissement	187 690	132 779	115 325
	Transfert et Subvention	620 079	562 200	461 185
	BSI Financement Intérieur	400 000	400 000	220 149
		1 207 769	1 094 980	796 658
826	AGENCE DVPT. RURAL VALLE FLEUVE SENEGAL			
	Equipement et Investissement	152 477	109 812	39 394
	Transfert et Subvention	569 999	536 509	430 170
	BSI Financement Intérieur	1 050 000	766 676	537 130
		1 772 476	1 412 997	1 006 694
827	OFFICE RIZ MOPTI			
	Transfert et Subvention	334 630	283 271	181 523
	BSI Financement Intérieur	270 000	269 943	264 666
		604 630	553 214	446 189
829	OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE			
	Equipement et Investissement	100 000	60 043	50 043
	Transfert et Subvention	532 104	440 774	379 131
	BSI Financement Intérieur	400 000	289 776	66 859
		1 032 104	790 592	496 033
831	INSTITUT D'ECONOMIE RURALE			
	Equipement et Investissement	207 500	140 942	37 524
	Transfert et Subvention	3 720 672	3 568 957	3 343 481
	BSI Financement Intérieur	550 000	124 349	50 000
		4 478 172	3 834 249	3 431 005
833	LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE			
	Equipement et Investissement	89 800	0	0
	Transfert et Subvention	637 270	601 599	497 111
	BSI Financement Intérieur	150 000	38 842	4 956
		877 070	640 441	502 067
834	LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO			
	Equipement et Investissement	100 000	0	0
	Transfert et Subvention	69 950	41 382	20 559
		169 950	41 382	20 559

(En milliers de FCFA)

835	OFFICE RIZ SEGOU			
	Transfert et Subvention	483 924	418 627	327 687
	BSI Financement Intérieur	3 400 000	3 229 204	3 155 285
		3 883 924	3 647 831	3 482 972
836	OFFICE DU MOYEN BANI			
	Equipement et Investissement	125 000	0	0
	Transfert et Subvention	95 000	448	0
	BSI Financement Intérieur	350 000	0	0
		570 000	448	0
837	OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA			
	Transfert et Subvention	396 940	226 957	277 466
	BSI Financement Intérieur	1 330 000	1 082 084	406 286
		1 726 940	1 309 041	683 752
839	OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX			
	Transfert et Subvention	736 399	614 311	494 229
	BSI Financement Intérieur	200 000	170 894	151 897
		936 399	785 205	646 126
841	OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE			
	Transfert et Subvention	204 969	145 961	144 746
	BSI Financement Intérieur	250 000	240 600	240 600
		454 969	386 561	385 346
842	CENTRE NAT. INSEMINAT° ARTIFICIELLE ANIMALE			
	Equipement et Investissement	10 000	4 643	4 643
	Transfert et Subvention	120 000	86 628	68 855
	BSI Financement Intérieur	400 000	95 515	49 336
		530 000	186 786	122 834
866	BUREAU RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTR. INDUST.			
	Transfert et Subvention	97 251	84 801	72 664
	BSI Financement Intérieur	100 000	71 164	54 868
		197 251	155 965	127 532
867	AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOT° QUALITE			
	Equipement et Investissement	37 350	18 926	15 433
	Transfert et Subvention	135 044	116 134	94 323
	BSI Financement Intérieur	50 000	49 817	42 310
		222 394	184 877	152 066
868	CENTRE DE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE			
	Equipement et Investissement	18 000	7 992	3 993
	Transfert et Subvention	95 302	70 315	59 685
	BSI Financement Intérieur	100 000	54 160	54 160
		213 302	132 467	117 838

(En milliers de FCFA)

869	AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI			
	Equipement et Investissement	50 000	35 784	31 064
	Transfert et Subvention	162 738	144 052	109 459
	BSI Financement Intérieur	150 000	111 329	40 559
		362 738	291 165	181 082
900	DISTRICT DE BAMAKO			
	Personnel	26 603 153	23 509 109	17 338 791
	Matériel & Fonctionnement	7 234 124	6 530 852	5 822 216
	Déplacement & Mission	578 744	452 053	447 773
	Communication & Energie	1 619 000	1 172 847	1 070 068
	Autres Dépenses	1 016 657	681 142	630 925
	Bourses	127 347	103 941	103 941
	Equipement et Investissement	11 079 882	10 706 076	9 248 600
	Transfert et Subvention	1 392 433	664 106	660 341
	Personnel (Collectivité)	14 027 844	12 010 367	12 007 159
		63 679 184	55 830 493	47 329 815
901	REGION DE KAYES			
	Personnel	13 132 314	7 792 801	7 411 060
	Matériel & Fonctionnement	3 320 550	2 339 616	1 042 127
	Déplacement & Mission	596 044	407 301	190 039
	Communication & Energie	1 790 499	1 129 503	1 009 119
	Autres Dépenses	766 836	434 697	235 702
	Equipement et Investissement	1 539 954	1 524 954	217 794
	Transfert et Subvention	1 596 674	858 690	469 318
	BSI Financement Intérieur	300 000	298 493	0
	Personnel (Collectivité)	16 832 858	14 320 125	11 823 129
		39 875 729	29 106 179	22 398 288
902	REGION DE KOULIKORO			
	Personnel	14 882 678	11 184 859	7 056 965
	Matériel & Fonctionnement	5 244 347	4 170 722	4 125 901
	Déplacement & Mission	776 083	556 982	508 518
	Communication & Energie	1 351 976	981 857	943 464
	Autres Dépenses	1 056 669	747 531	657 124
	Equipement et Investissement	6 269 965	6 150 423	6 148 633
	Transfert et Subvention	1 243 591	696 894	676 843
	BSI Financement Intérieur	550 000	535 111	133 886
	Personnel (Collectivité)	19 350 411	15 387 880	13 653 183
		50 725 720	40 412 257	33 904 518

(En milliers de FCFA)

903	REGION DE SIKASSO			
	Personnel	15 123 559	6 254 181	8 840 616
	Matériel & Fonctionnement	4 522 968	3 563 837	3 452 062
	Déplacement & Mission	597 519	460 241	455 709
	Communication & Energie	1 704 428	1 264 054	1 239 106
	Autres Dépenses	1 566 717	940 281	800 087
	Bourses	302 061	302 061	302 061
	Equipement et Investissement	4 239 459	3 980 115	3 980 115
	Transfert et Subvention	1 938 816	1 374 213	1 307 397
	BSI Financement Intérieur	2 000 000	1 997 541	1 796 686
	Appui Budgétaire	4 081 300	2 563 199	2 014 654
	Personnel (Collectivité)	19 738 936	17 472 492	13 463 970
		55 815 763	40 172 214	37 652 464
904	REGION DE SEGOU			
	Personnel	11 546 972	9 494 976	7 157 609
	Matériel & Fonctionnement	3 185 368	2 513 357	2 163 755
	Déplacement & Mission	569 944	429 612	375 914
	Communication & Energie	1 276 870	1 249 777	883 932
	Autres Dépenses	1 445 579	1 042 490	473 942
	Bourses	179 267	179 184	178 131
	Equipement et Investissement	2 193 960	2 042 166	2 042 166
	Transfert et Subvention	1 550 082	1 029 883	910 347
	BSI Financement Intérieur	1 050 000	1 044 735	0
	Personnel (Collectivité)	15 521 412	12 990 816	12 857 000
		38 519 454	32 016 996	27 042 794
905	REGION DE MOPTI			
	Personnel	9 435 423	6 789 348	4 961 139
	Matériel & Fonctionnement	3 221 119	2 356 403	2 230 163
	Déplacement & Mission	559 290	405 002	387 199
	Communication & Energie	1 275 538	852 144	755 456
	Autres Dépenses	745 477	438 896	397 327
	Bourses	15 038	3 614	992
	Equipement et Investissement	1 310 497	1 174 328	1 079 726
	Transfert et Subvention	1 909 072	898 997	877 314
	BSI Financement Intérieur	800 000	400 000	400 000
	Appui Budgétaire	1 619 138	917 544	822 954
	Personnel (Collectivité)	13 197 377	12 104 069	10 767 973
		34 087 969	26 340 344	22 680 242

(En milliers de FCFA)

906	REGION DE TOMBOUCTOU			
	Personnel	4 418 195	4 416 207	3 188 596
	Matériel & Fonctionnement	1 494 162	1 061 749	987 290
	Déplacement & Mission	487 907	365 211	329 353
	Communication & Energie	705 103	496 210	268 648
	Autres Dépenses	478 479	301 316	260 202
	Equipement et Investissement	169 276	125 568	178 428
	Transfert et Subvention	939 813	483 992	474 188
	BSI Financement Intérieur	1 300 000	799 991	549 998
	Appui Budgétaire	1 310 838	390 738	407 988
	Personnel (Collectivité)	6 303 961	5 064 793	5 015 251
		17 607 734	13 505 774	11 659 941
907	REGION DE G A O			
	Personnel	4 298 153	4 116 354	3 180 215
	Matériel & Fonctionnement	1 472 246	962 429	872 673
	Déplacement & Mission	505 183	364 410	342 486
	Communication & Energie	724 573	598 821	598 821
	Autres Dépenses	451 637	258 176	250 359
	Bourses	42 722	21 385	21 105
	Equipement et Investissement	387 809	375 050	266 508
	Transfert et Subvention	703 815	395 516	394 993
	BSI Financement Intérieur	1 000 000	0	0
	Personnel (Collectivité)	7 259 448	5 477 066	5 368 184
		16 845 586	12 569 207	11 295 346
908	REGION DE KIDAL			
	Personnel	1 015 524	889 722	691 572
	Matériel & Fonctionnement	828 085	505 717	0
	Déplacement & Mission	465 274	309 489	0
	Communication & Energie	259 476	51 675	0
	Autres Dépenses	232 746	103 411	0
	Transfert et Subvention	215 960	148 476	0
	BSI Financement Intérieur	900 000	450 000	0
	Personnel (Collectivité)	2 012 508	1 257 960	0
		5 929 573	3 716 450	691 572
909	REGION DE TAOUDENIT			
	Personnel	2 000	0	0
	Matériel & Fonctionnement	504 600	0	0
	Déplacement & Mission	608 450	0	0
	Communication & Energie	252 500	0	0
	Autres Dépenses	295 750	0	0
	Transfert et Subvention	127 500	0	0
	BSI Financement Intérieur	2 000 000	0	0
		3 790 800	0	0

(En milliers de FCFA)

910	REGION DE MENAKA			
	Personnel	11 000	0	0
	Matériel & Fonctionnement	572 905	0	0
	Déplacement & Mission	576 678	0	0
	Communication & Energie	252 750	0	0
	Autres Dépenses	322 833	0	0
	Transfert et Subvention	159 963	0	0
	BSI Financement Intérieur	1 500 000	0	0
	Personnel (Collectivité)	0	0	0
		3 396 129	0	0
950	BUDGETS ANNEXES			
	Budgets Annexes comptes et Fonds Spéciaux	5 980 456	2 059 223	1 294 479
		5 980 456	2 059 223	1 294 479
970	COMPTES & FONDS SPECIAUX			
	Budgets Annexes comptes et Fonds Spéciaux	89 362 200	56 401 282	56 368 090
		89 362 200	56 401 282	56 368 090
	TOTAL BUDGET D'ETAT	2 038 547 012	1 433 486 947	1 267 945 511

IV. CONCLUSION

L'exécution du Budget d'État sans le financement extérieur du BSI au 30 septembre 2017, dégage un solde budgétaire déficitaire de - 27,663 milliards de FCFA contre un solde déficitaire de - 95,758 milliards de FCFA à la même période en 2016.

Les recettes ont été exécutées à hauteur de 67,93% (1 240,281 milliards de FCFA) tandis que les dépenses l'ont été à 62,20% (1 267,944 milliards de FCFA).

L'adoption et le vote du collectif budgétaire 2017 qui s'est effectué le 25 août 2017, permettra de prendre en charge certaines actions publiques suscitant des dépenses supplémentaires qui n'avaient pas été prévues, notamment:

- la prise en charge de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure pour la période 2017-2021 ;
- le renforcement de la provision destinée aux dépenses électorales en vue des élections régionales, locales, communales et du référendum ;
- le renforcement de la provision au titre des nouveaux projets ;
- le renforcement des dotations pour les dépenses de personnel de l'Etat en vue de prendre en charge l'incidence financière des revendications des partenaires sociaux ;
- la prise en charge des nouvelles dépenses sur appuis budgétaires sectoriels ;
- l'augmentation des fonds d'aménagement et protection des faunes et des forêts.

En ce qui concerne les recettes, la révision a permis de prendre en charge les reports et les nouvelles annonces de certains partenaires et l'augmentation de l'objectif de recettes de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre et celui de recettes de la Direction Générale de la Dette Publique.

En conséquence, l'effet combiné sur les recettes et les dépenses modifiera l'équilibre de la loi de Finances initiale.